

"Nous avons aujourd'hui une chance unique de revisiter la construction de nos communautés humaines sur la base, non pas d'un avenir connu d'avance, mais sur celle d'un nouveau possible. les nuits sont enceintes, préparons-nous à accueillir l'inattendu d'un jour nouveau."

Elena LASIDA

L. A. C. - n° 275
INVENTER UNE TERRE HABITABLE POUR TOUS
2014

INVENTER UNE TERRE HABITABLE POUR TOUS

La terre : un don et une lutte
La sobriété heureuse
Eglises et Ecologies

ÉDITORIAL	
Marie-Odile PONTIER	1
L'ÉCOLOGIE ENJEU DE SOCIÉTÉ ET QUESTION SPIRITUELLE	
Marc STENGER	3
NATURE... VOUS AVEZ DIT NATURE ?	
Bernard MICHOLLET	12
LES NUITS SONT ENCEINTES	
Elena LASIDA	15
LA TERRE AU BRÉSIL : UN DON ET UNE LUTTE...	
Jacques HAHUSSEAU	23
L'EGLISE AVEC LES PETITS PAYSANS D'AMAZONIE	
Henri BURIN des ROZIERES	29
CRÉATION... VOUS AVEZ DIT CRÉATION ?	
Bernard MICHOLLET	33
"LA FERME MALGACHE"	
Christelle SEGUENOT	35
LES CHOIX ÉNERGÉTIQUES D'HABITERRE... À L'ÉPREUVE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE !	
Marc BODINIER	41
UNE EXPÉRIENCE D'HABITAT GROUPÉ	
Marie-Noelle BODINIER	47
COCRÉATION... VOUS AVEZ DIT COCRÉATION ?	
Bernard MICHOLLET	53
LA SOBRIÉTÉ HEUREUSE OU LE CHOIX DE LA VIE	
Olivier THOURET	55
PAYSAN EN BIO ET PAYSAN BOULANGER	
Jean-Marie MARCHAND	61
ÊTRE ENGAGÉE POLITIQUEMENT POUR L'ÉCOLOGIE	
Mathilde MAGE	65
QUAND L'ÉCOLOGIE INTERPELLE LA FOI CHRÉTIENNE*	
Dominique LANG	69
Resonances : Quand l'impossible est certain	
Alain Le NEGRATE	77
Un livre, un auteur : "L'événement anthropocène"	
Nicolas RENARD	81

Communauté Mission de France

La “LETTRE AUX COMMUNAUTÉS”, revue bimestrielle de la Communauté Mission de France, est un lieu d’échanges et de communication entre les équipes et tous ceux, laïcs, prêtres, diacres, religieux et religieuses, qui sont engagés dans la recherche missionnaire de l’Église, en France et en d’autres pays.

Elle porte une attention particulière aux diverses mutations qui, aujourd’hui, transforment les données de la vie des hommes et la carte du monde. Elle veut contribuer aux dialogues d’Église à Église en sorte que l’Évangile ne demeure pas sous le boisseau à l’heure de la rencontre des civilisations. Les documents qu’elle publie sont d’origines diverses : témoignages personnels, travaux d’équipe ou de groupe, études théologiques ou autres, réflexions sur les événements... Toutes ces contributions procèdent d’une même volonté de confrontation loyale avec les situations et les courants de pensée qui interpellent notre foi. Elles veulent être une participation active à l’effort qui mobilise aujourd’hui le peuple de Dieu pour comprendre, vivre et annoncer que la foi au Christ donne sens à l’avenir de l’homme. ■

Lettre aux Communautés

Communauté Mission de France - BP 101 - 3 rue de la Pointe - 94171 Le Perreux-sur-Marne CEDEX.

Tél : 01 43 24 95 95 - Fax : 01 43 24 79 55 - Courriel : mdf@club-internet.fr - Site : www.mission-de-france.com

Directeur gérant

: Arnaud FAVART

Responsable

: Nicolas RENARD

Comité de rédaction

: Pierre CHAMARD-BOIS, Danièle COURTOIS, Dominique DEVISSE, Arnaud FAVART, Pierre GERMAIN, Michel GROLLEAUD, Bernard MICHOLLET, Yves PETITON, Marie-Odile PONTIER, Nicolas RENARD

Maquettiste

: Arnaud TOMASSO

Relecture

: Michel GROLLEAUD

Abonnements

: Secrétariat (Sonia VILLAUME)

Photos

: Communauté Mission de France

Abonnements (5 numéros par an) France et étranger :

Abonnement ordinaire : 35 € – Abonnement de soutien : 40 €
Le numéro : 8,00 €

Nous consulter pour les envois par avion ou sous pli cacheté.

Pour tout changement d'adresse, envoyer la dernière bande et 2 timbres à 0,60 €.

Dépot légal n° 464 - Février 2013

Imprimerie Moderne Auxerroise
BP 142
89002 AUXERRE CEDEX

N° commission paritaire : 1114 G 85660



Aimer l'humanité, c'est aussi aimer la terre !

En 2007, la Communauté Mission de France s'engageait pour de nouveaux modes de vie, consciente qu'elle était de l'urgence des enjeux du lien entre l'avenir de l'humanité et celui de la planète, ainsi que de nos responsabilités personnelles, sociales, politiques et théologiques. Dès lors, notre réflexion a cherché à se déployer en croisant le concret de la vie de différents pays.

Écologie, développement durable, mesures environnementales sont des expressions porteuses d'espoirs comme de malentendus. Cela concerne aussi bien la nature que l'homme, et tout dépend de la conception que l'on se fait de l'une et de l'autre, comme aussi leurs relations mutuelles. La notion de création, elle aussi porteuse de sens très divers, peut conduire à considérer le cosmos comme une réalité vivante interdépendante. Dans ce cas, ni la nature, ni l'homme ne sont à mettre au centre. C'est à une économie du don que nous sommes appelés à travailler.

Nommer les raisons qui font aujourd'hui tirer la sonnette d'alarme est nécessaire pour ne pas reproduire les erreurs du passé. Chercher des boucs émissaires est dangereux car nous avons besoin de l'engagement de tous pour avancer. Chacun devrait se sentir concerné par le fait d'aider à ce que notre planète reste habitable. Pourtant la complexité du cœur humain n'en fait pas une évidence. Savoir avec une quasi-certitude ce que risque notre terre si l'on ne change rien à nos modes de vie n'invite pas forcément à y croire, ni à entamer un processus de changement, une conversion. C'est en cela que l'enjeu écologique est une question de vie et de mort, une question éminemment spirituelle. Elle fait étonnamment écho à la problématique du livre du Deutéronome (30, 19) : *Oui je vous avertis solennellement aujourd'hui, le ciel et la terre m'en sont témoins : je place devant vous la vie et la bénédiction d'une part, la mort et la malédiction d'autre part. Choisissez donc la vie, afin que vous puissiez vivre, vous et vos descendants.*

En fait, de nombreuses populations connaissent au quotidien la lutte pour une terre habitable. Les paysans malgaches et les peuples d'Amazonie sont de ceux qui savent que sans une terre féconde, il n'y a plus de vie. Ils le savent d'autant plus qu'ils sont la plupart du temps victimes de choix économiques et politiques qui enrichissent une minorité au détriment de l'ensemble des populations. Ceux qui luttent contre ces injustices y laissent parfois leur peau !

En France, beaucoup sont à la recherche d'une sobriété heureuse, conscients que notre style de vie occidental marqué par la surconsommation n'est pas durable à long terme : la terre n'a pas les ressources suffisantes pour que tous les pays vivent de cette manière. Mais changer de mode de vie demande de prendre conscience des peurs que cela engendre très concrètement. C'est ainsi que des projets d'habitats groupés, des reconversions dans le bio et même de nouvelles politiques municipales — pour citer les exemples présents dans cette revue — peuvent prendre forme. Faire des choix énergétiques moins gourmands, oser la diversité, s'ajuster au réel de nos vies sans cesse en mouvement demande davantage de solidarité et de mise en commun. Et vient l'heureuse surprise : tout le monde en sort gagnant !

Désirer vivre pleinement pour témoigner de la beauté de la vie, permettre que tous aient droit à cette beauté conduit aussi à choisir de vivre plus sobrement. Face à la souffrance et à la mort, c'est un choix de vie qui prend tout son sens. Cela peut même être un appel que l'on entend venant de Dieu, Celui qui donne la vie en surabondance (Jn 10).

Les Églises sont portées par la promesse que, *de l'Orient à l'Occident, tous les peuples de la terre prendront place à la table du Seigneur* (Lc 13, 29). Cette table est offerte au présent, ici et maintenant, partout où des hommes et des femmes s'offrent mutuellement l'hospitalité. Telle est l'enjeu vital de nos écologies.

Marie-Odile Pontier

PROCHAINS THÈMES :

n° 276 Quand la vie se fait précaire

n° 277 Pourquoi Tu nous appelles ? - Université d'été

L'écologie enjeu de société et question spirituelle

Marc Stenger



Mgr Marc Stenger, évêque de Troyes, est Président de Pax Christi et Président de l'Antenne Environnement et Modes de Vie de la Conférence des évêques de France.

Il a coordonné le document épiscopal "Enjeux et défis écologiques pour l'avenir".

En avril 2012 paraissait dans une collection de textes de l'Église de France un petit livre intitulé : *Enjeux et défis écologiques pour l'avenir*. C'était le résultat du travail d'un groupe d'étude mis en place par la Conférence des Évêques de France sur les questions d'environnement.

La réflexion proposée part du constat que « le modèle de croissance de la consommation des pays développés et, depuis quelques années, des pays émergents, n'est pas durable. Il conduit à l'épuisement des ressources naturelles, au changement de climat, à la perte de la biodiversité et à la destruction des écosystèmes ». Il a aussi pour conséquence, du fait de l'augmentation du prix de l'énergie et des matières premières qu'il entraîne, « de

rendre plus difficile à de nombreux pays, notamment africains, la sortie de la pauvreté ». Cette grave question, qui ouvre sur de grandes incertitudes et de profonds déséquilibres quant au devenir de nos sociétés, nous emporte bien au-delà de la première perception que beaucoup avaient de l'écologie, qu'on voyait alors surtout comme la préservation des petites fleurs et le tri des déchets.

Un autre choix de vie

Il est certes toujours question dans la manière de poser le problème écologique aujourd'hui de notre relation à ce qui est autour de nous. Mais au fil du temps, on a découvert davantage la dimension planétaire des enjeux du comportement humain par rapport aux ressources que lui offre la nature, ainsi que les conséquences de notre relation aux biens sur l'avenir de notre humanité. Il ne s'agit pas seulement de porter un regard plus aimable et plus respectueux sur la nature qui nous environne, mais de choisir un modèle de vie et de développement qui ne compromette pas

les grands équilibres du rapport entre l'homme et la nature dans leur dimension spatiale et temporelle.

C'est ce qu'exprime un texte de l'Union Internationale de la Conservation de la Nature, dès 1980 : « L'humanité dans sa volonté de réaliser son développement économique et dans sa quête des richesses naturelles, doit accepter la limitation des ressources et de la capacité de charge des écosystèmes, et tenir compte des générations futures ». C'est le principe pour que le développement demeure possible. Autrement dit, l'homme ne fait pas que subir les dégradations de l'environnement dans lequel il vit. Il est l'artisan de ce qu'il devient par ses choix de vie, par son rapport aux autres hommes et aux choses et par la vision de l'avenir qu'il développe. Il est son propre artisan par sa volonté de maîtriser l'usage qu'il fait des biens dont il dispose et par son attention à ne pas les accaparer pour lui-même, mais à les partager avec ses frères humains actuels et ceux des générations futures.

Il faut donc que l'homme entre dans une manière radicalement nouvelle de penser le « vivre ensemble ». Le danger que ses façons de faire font peser sur les possibilités de vie de ses frères humains et celles des générations futures engage gravement sa responsabilité, ses choix et ses décisions.

On est bien au-delà d'un simple changement de nos habitudes. Certes devant les enjeux et les défis d'aujourd'hui, il faut modifier nos comportements quotidiens, et ce ne sera pas facile, mais ce qui est en jeu, c'est un véritable bouleversement de notre conception de la « vie bonne ». Qu'est-ce qui nous permet de vivre mieux autant au niveau individuel que collectif ? C'est notre projet même de société qui est concerné par la crise écologique d'aujourd'hui et non pas seulement les conditions matérielles de la vie sociale. À travers notre manière de consommer, de produire, de nous déplacer, d'habiter l'espace, nous construisons un certain projet de vie et de société. Se préoccuper d'environnement aujourd'hui c'est revisiter les fondements de ce projet.

Bien sûr, pour dire cela, on n'a pas besoin d'être chrétien. Mais un chrétien a quelque chose de plus à comprendre. Ce que met en cause notre modèle de croissance infini qui nous conduit à « pomper » sans limite les ressources naturelles, c'est le respect du don que Dieu nous fait dans sa création. Il y a abus de biens, puisque l'homme dilapide les ressources mises à sa disposition. Mais c'est aussi la conception évangélique de l'« option préférentielle pour les pauvres » qui est mise à mal, puisque ce sont les populations les plus fragiles qui sont les principales victimes de la crise.

Où est notre responsabilité ?

Poser les bonnes questions pour aujourd'hui en matière d'écologie implique de faire un constat sérieux de la crise dans laquelle nous sommes. Pour cela on ne peut pas se contenter simplement d'énumérer la longue liste des conséquences négatives de l'activité humaine sur le milieu naturel et à partir de là se faire peur à bon compte.

C'est plus compliqué que cela parce que l'activité humaine dans le monde a du bon. Le projet du Créateur a été dès le commencement que l'homme par son activité transforme le monde. On ne peut donc pas dire que ce que fait l'homme est en soi mauvais. On ne peut porter de jugements de valeur sur l'activité humaine qu'en se plaçant dans le contexte historique des faits. L'automobile n'est pas mauvaise parce qu'aujourd'hui les excès de son usage introduisent la pollution. L'automobile n'est pas mauvaise en soi. C'est l'usage qu'on en fait qui peut le devenir.

Ce qui rend l'énumération pure et simple des effets négatifs sur la nature des activités peu souhaitable aussi, c'est qu'à la lecture de la longue liste des maux qui attendent l'homme dans le contexte des problèmes écologiques d'aujourd'hui, on risque le découragement et un affolement qui ne permettent pas d'envisager un avenir. Il y a plus déterminant et plus constructif, c'est de regarder en face la responsabilité individuelle et collective de l'homme. Je prendrais volontiers un exem-

ple significatif : le réchauffement climatique, provoqué par l'effet de serre. Ce qui est sûr et scientifiquement démontré, c'est que le réchauffement climatique est la cause d'un certain nombre de phénomènes brutaux dont nous sommes aujourd'hui les témoins et quelquefois les victimes : les cyclones et les tsunamis qui se multiplient et font de terribles ravages, ou encore la fonte des calottes glaciaires. L'homme n'est pas du tout à l'échelle de ces phénomènes, mais il en est pourtant responsable par ses émissions de gaz carbonique.

On peut sans doute chercher des solutions techniques pour parer les effets de ces émissions. Certains considèrent qu'on peut faire une confiance absolue à la science et aux technologies. Si nous voulons ne pas nous en tenir à cette dévotion pour ce qui est technique et opérer une vraie conversion, il faut identifier les ressorts qui peuvent nous permettre d'évoluer. La puissance technologique peut s'avérer menaçante dans un monde sans repères spirituels. Au rassemblement « Paix,

Justice et Sauvegarde de la Création », à Bâle, en 1989, un évêque orthodoxe signalait l'impasse de l'économie russe qui se fondait sur la seule exploitation de la nature, dans une perspective de mise en évidence des capacités de l'homme. « Cette perspective, disait-il, est sans avenir, si elle n'est pas corrigée par une vision spirituelle. »

Enjeu spirituel

À la crise écologique se joint un enjeu religieux, puisque la situation dans laquelle nous sommes nous interpelle sur les fondements et la finalité des actions humaines dans le monde. À nous chrétiens, se pose une question fondamentale à laquelle nous devons savoir si nous pouvons répondre : « L'homme a-t-il encore une raison d'espérer ? ».

La réponse à cette question passe par une interrogation sans complaisance du chrétien sur sa responsabilité dans un monde dont il expérimente la finitude et sur la conversion que cette responsabilité exige de lui, avant de proposer une espérance au monde. Pour

élucider les fondements de sa responsabilité, le chrétien doit se référer aux sources de sa tradition. Et pour prendre la mesure de ce qu'apportent de particulier ses sources, il doit les situer dans le contexte philosophique au sein duquel elles ont pris naissance. L'évolution de la philosophie grecque a consisté à affirmer de plus en plus la supériorité de l'esprit sur la matière, autrement dit à réduire la nature par rapport à l'esprit. Déjà le philosophe Pythagore affirmait qu'il y a d'un côté un monde de l'ordre et du divin, d'où provient l'âme, et de l'autre la terre, un monde impur et mortel voué au mépris. Dans ce schéma, le corporel emprisonne l'âme et le combat de l'homme est de libérer celle-ci.

L'histoire de la pensée confirme et accentue le clivage amorcé entre l'homme et la nature : la nature devient un objet de la connaissance scientifique. La Renaissance pose la pensée comme signe distinctif de l'homme. Dieu est rejeté dans une sphère inaccessible. Descartes déclare dans le *Discours de la Méthode* que le but de la Science est de faire de l'homme

« le maître et le possesseur de la nature ». Le déclin de la religion au XVIII^e siècle favorise le mouvement. Dieu n'habite plus la nature laissée à l'action de l'homme.

Les progrès techniques accentuent dans ce contexte l'exploitation de la nature par l'homme. Mais aujourd'hui on assiste au retour du balancier. L'idéologie d'un respect de la nature émerge, assise sur une prise de conscience des effets négatifs de l'exploitation tous azimuts de la nature, mais aussi sur le recul d'un certain sens de l'humain dans son caractère absolu et unique et dans sa dignité. Cette évolution dans le lien homme/nature montre bien le caractère inaliénable du rapport homme-nature. Ignorer la nature, c'est mettre l'homme en danger, à force de la maltraiter. Sacraliser la nature, c'est tuer l'humain.

Tradition biblique

C'est dans cette évolution que s'inscrit la réponse chrétienne à la crise écologique. Elle trouve son fondement dans la tradition bi-

blique qui demande bien sûr à être interprétée. Nous savons tous qu'il y a deux récits de la création dans la Genèse, l'un en *Genèse 1*, l'autre en *Genèse 2*. *Genèse 2* rapporte que l'homme, bien lié à la terre par son nom, est invité par Dieu à nommer chacun des animaux en sa présence. En nommant ainsi les créatures, l'homme en devient responsable devant Dieu. Il n'en est pas séparé. Au contraire, par cette démarche il est invité à s'en rapprocher et à mieux les connaître. L'homme apparaît proche de la terre, puisqu'il est créé à partir de terre et d'eau. Et en même temps son lien avec le Créateur est fort, puisqu'il reçoit la vie par le souffle divin. Il reçoit la mission de « cultiver » et de « garder » la création, une mission de gérant ou d'intendant, non pas au sens de ces gérants de ranchs du Far West, dont la mission ne pouvait s'accomplir qu'en affirmant leur supériorité sur ceux dont ils avaient la charge, mais dans l'harmonie entre l'homme, les créatures et le Créateur.

Genèse 1 a favorisé encore plus une lecture fortement anthropocentrique de la création.

L'agencement de la création s'ordonne pour aboutir à l'homme. Quel que soit l'endroit où ce dernier tourne son regard, il rencontre l'oeuvre divine. Dans ce récit, la vie est donnée à profusion, signe de la confiance de Dieu en l'homme. Il n'y avait cependant pas là l'affirmation d'une supériorité de l'homme, mais la manifestation du soutien et de la confiance de Dieu dans une période difficile pour Israël. Un devoir accompagne cette position privilégiée : « Soumettez la terre et dominez sur les animaux ». Une vision trop anthropocentrique y verra l'absolue évidence que l'homme doit s'opposer à la nature. Plutôt qu'une marque de servage de la création, en raison du contexte, on peut y voir un appel à l'homme pour lui dire que son champ d'action est la création dont il aura à répondre et qu'il doit regarder comme Dieu dont il est l'image, avec respect et amour.

De nombreux passages de l'Ancien et du Nouveau Testament attestent que c'est dans ce sens qu'il convient d'interpréter le récit de *Genèse 1*. L'homme est appelé à être maître et

seigneur à la manière dont Dieu est maître et Seigneur, avec amour et en veillant au bien de chacun. Il n'a pas pour mission de se faire craindre, mais d'emmener toute la création vers le repos du septième jour.

Création, chemin du Créateur

À deux époques différentes, avec des styles différents, les deux récits de la création disent au lecteur attentif la même chose de Dieu, de l'homme et de la création. On n'est pas dans une conception anthropocentrique. La création commence sans l'homme et elle s'achève sur le repos, échappant en définitive à l'homme pour aboutir en Dieu. Les deux récits se complètent. L'homme ne doit pas se contenter de gérer le mieux possible un bien qu'il présente à Dieu, il est invité à contempler ce bien et à y trouver l'amour de Dieu. Pierre Teilhard de Chardin, bouleversé par l'émergence de la puissance technique et l'accumulation des connaissances scientifiques, a réexprimé ce nécessaire enracinement en Dieu dans sa *Messe sur le Monde* : « Celui qui

aimera passionnément Jésus caché dans les forces qui font grandir la terre, la terre maternellement le soulèvera dans ses bras géants et elle lui fera contempler le visage de Dieu ».

Comme chrétiens nous avons donc à réagir face au danger que représente l'utilisation incontrôlée de la technologie. Ce qui constitue notre devoir, c'est de servir le Créateur dans la création, dans les contraintes d'aujourd'hui, la finitude et la fragilité des ressources. Nous avons à promouvoir un développement qui doit englober toute l'humanité dans des obligations qui nous situent dans la création par rapport au Dieu créateur. C'est bien dans la gestion du créé que nous trouverons le chemin du Créateur.

Principes d'action

Les chrétiens doivent eux aussi énoncer des principes d'action en se déplaçant sur le terrain de la réalité. L'homme est invité à mettre son intelligence au service de la création dans la perspective de l'accomplissement en Dieu auquel elle est entièrement destinée. En

aimant la création dans notre manière d'agir, nous manifestons notre amour pour le Créateur.

Les tâches à accomplir sont donc des tâches de « charité » qui disent notre conversion à Dieu. Le rassemblement œcuménique de Bâle en 1989 a dressé une liste de ces tâches. « Aujourd'hui la conversion à Dieu signifie s'engager à surmonter les divisions entre l'humanité et la création dans son ensemble, la domination des êtres humains sur la nature, les styles de vie et les moyens de production qui violent la nature, un individualisme qui viole l'intégrité de la création pour satisfaire des intérêts privés. »

Nous, hommes de l'Occident, nous sommes au banc des accusés. Nous oublions les impératifs de la dignité humaine et de la justice sociale, nous abandonnant à l'expansion et à l'exploitation des ressources.

Comment réagir ? Il s'agit de mobiliser les énergies et de travailler à une prise de conscience collective, à quoi le chrétien doit oeuvrer au titre de sa responsabilité par rap-

port à l'accomplissement de la création. Cela demande un nouveau regard sur ce que nous appelons « développement durable » qui ne doit pas seulement perpétuer un modèle économique qui nous arrange. Nous avons à baliser le chemin de l'avenir en transformant notre rapport aux biens, ce qui est lourd de conséquences négatives chez nous, et en aidant les autres à trouver un vrai chemin de développement.

Pour appliquer ces grands principes dans no-

tre quotidien, les petits gestes écologiques sont excellents mais pas suffisants. Nous sommes les « locataires » de la nature, appelés donc à contribuer au confort de « l'habitation ». Mais notre juste relation à la nature dépend de notre capacité à aimer la création.

Aimer la création, c'est comme dit *Gaudium et spes* « la gouverner en sainteté et justice ». C'est là une mission royale mais qui peut se traduire dans les activités les plus quotidiennes.

Nature... Vous avez dit nature ?



Bernard Michollet

Prêtre du diocèse de Belley-Ars en équipe de mission à Lyon, Bernard est théologien, responsable de l'Observatoire Foi et Culture, membre du comité de rédaction de la revue et du service recherche et formation.

Du latin *nasci*, naître, qui fournit *natura*, le terme *nature* désigne l'ensemble de l'univers se développant indépendamment de l'homme. Durant l'Antiquité, des courants philosophiques tels que le stoïcisme ont attribué à cette nature une capacité d'autogénération et une puissance propre de surgissement quasi-divine. De là s'impose l'idée que la nature voilée se manifeste avec parcimonie.

Le tournant moderne de la Renaissance qui se déploie au XVII^e siècle extraie l'homme de son milieu pour le valoriser comme sujet pensant. Dès lors, cette conception considérée comme l'héritage de Descartes évolue

vers un dualisme radical : deux substances s'opposent, la matière et l'esprit. La nature perd son âme - *anima* -, et elle est de moins en moins animée. Elle devient un super mécanisme, objet des sciences mathématisées et un réservoir d'énergie à exploiter par l'homme.

Cette modernité objectivant la nature s'accompagne de son double qui ne cessera de monter en puissance, le romantisme. Et certains courants écologiques contemporains sont héritiers de la conception du XIX^e siècle, réinsérant l'homme dans une nature englobante et matrice de ce monde. La nature

est alors idéalisée comme une réalité pure au sein de laquelle intervient l'homme.

La prise de conscience des effets négatifs de l'activité industrielle de l'homme au cours du XX^e siècle est à l'origine des théories de protection de l'environnement humain. Un homme qui reste au centre et séparé. Mais rapidement, les études montrent que l'interactivité entre tous les vivants nécessite une approche holistique. La notion d'écosystème rend effectif ce point de vue. Il débouche sur les théories « *Gaïa* (= la terre) entité vivante ». L'enjeu est la pérennité de *Gaïa* qui porte en son sein tous les êtres vivants. C'est une voie - marquée par le romantisme - pour penser la réabsorption de l'homme au sein de la nature.

La prise en compte de l'interactivité entre tous les vivants, selon un schéma plus analytique - moderne au sens cartésien -, a conduit à la découverte que l'impact de l'homme sur la nature remonte au moins au néolithique (i.e. il y a environ 10 à 12 000 ans). En effet, le développement de l'élevage et de l'agriculture dans les bassins civilisationnels a in-

duit la surreprésentation d'espèces animales et végétales particulières qui ont ensuite été diffusées. Cette évolution a aussi conduit à la disparition d'autres espèces : par exemple les derniers aurochs européens s'effacent de Pologne dans la première moitié du XVII^e siècle. *A contrario*, les chiens et les chats contemporains sont le produit d'une coévolution homme-animal remontant au moins à l'Égypte pharaonique.

En conclusion, la « nature » actuelle n'est plus naturelle depuis longtemps ! Et les effets de l'activité humaine sont tels que sur terre - et déjà un peu au-delà - l'univers au sein duquel nous évoluons est l'effet d'une interaction entre une réalité qui s'autogénérât et l'homme qui agit efficacement sur elle. Pour le meilleur parfois, et pour le pire aussi, hélas ! Ainsi, l'usage du terme *nature* doit être indexé par cette connaissance plus fine de ce qu'il désignait.

Depuis de nombreux millénaires, il n'existe plus d'« univers se développant indépendamment de l'homme ». La « nature » est définitivement artificialisée et culturalisée.



Breche de rolland vu du Puy Mary

Les nuits sont enceintes

Elena Lasida



Elena Lasida est professeur à l'Institut Catholique de Paris, chargée de mission à la commission épiscopale Justice et Paix France.

Edgard Morin finissait un article paru dans « Le Monde » en début 2011¹ par ce proverbe turc : « Les nuits sont enceintes et nul ne connaît le jour qui naîtra ». La crise écologique qui traverse aujourd'hui notre planète ressemble à une nuit profonde qui menace d'enfoncer l'humanité dans une obscurité de plus en plus profonde. L'épuisement et la dégradation des ressources naturelles qui constituent la base de nos cadres de vie (nos maisons, nos aliments, nos transports, etc.) remettent profondément en cause notre modèle de développement et notre représentation du progrès. Nos sociétés se sont construites autour d'un imaginaire collectif

1. Le Monde, 8/01/2011

associé à la croissance indéfinie. La crise écologique met aujourd'hui en évidence le fait que cet imaginaire n'est pas tenable car nos ressources ne sont pas illimitées. Le rêve d'infini autour duquel s'est construit le vivre ensemble laisse la place au constat tragique de notre finitude. Comment penser l'infini dans un monde fini ? Comment imaginer l'aube au plein milieu de la nuit ?

La crise écologique n'est pas seulement un problème technique pour nos systèmes de production. Elle remet profondément en cause notre représentation de l'avenir. La promesse de vie associée à l'idée d'une prospérité toujours croissante est remplacée par la menace d'une mort assurée. La crise écologique confronte l'humanité tout entière à l'expérience de la vie et de la mort. C'est un problème existentiel, non seulement parce qu'il affecte nos conditions matérielles de vie, mais parce qu'il interroge le sens même de la vie.

La vie et la mort sont au fondement de notre existence. La mort constitue l'horizon de no-

tre vie, car nous sommes des êtres mortels. Et le mystère qui entoure la mort fait de cet horizon une réalité qui suscite autant l'angoisse que l'espérance. Mais la mort n'est pas seulement présente à l'horizon de chacune de nos vies : nous frôlons la mort et nous en faisons l'expérience tout au long de notre histoire. La disparition de personnes qui nous étaient chères, l'échec de projets auxquels nous tenions, la rupture de relations constitutives de notre vie sont différentes formes de mort, qui peuvent nous bouleverser autant que l'horizon de notre propre mort.

Face à la mort physique, relationnelle ou à celle d'un projet, on peut réagir de manières très diverses. Une attitude possible est celle de nier la mort, c'est-à-dire de refuser la perte en cherchant très vite à combler le vide. Nier la mort, c'est faire comme si tout continuait, c'est échapper au deuil et de ce fait, exclure la possibilité de toute nouveauté. L'attitude contraire est celle de nier la vie : on plonge dans le fatalisme et la résignation. Nier la vie, c'est se laisser entraîner par l'abîme, entrer

dans le cercle vicieux du défaitisme : « De toutes manières, on n'y peut rien ».

Entre ces deux attitudes extrêmes et totalement opposées, il y a place pour un entre-deux. Entre la négation de la mort et la négation de la vie, il y a une place pour affirmer la vie, non pas en niant la mort, mais en la traversant. Il s'agit de transformer la perte en un espace où puisse émerger un nouveau possible. C'est le vide qui fait jaillir du radicalement nouveau. Ce nouveau ne vient pas combler le manque, il déplace et fait découvrir quelque chose d'autre qui n'existait pas avant. Dans cet entre-deux, la mort n'est pas niée, mais traversée ; la vie n'est pas assurée, mais espérée. La vie attendue n'est pas connue d'avance : on sait seulement qu'elle ne sera pas identique à celle qui a été perdue. Il y a donc bien un deuil à faire et une séparation à vivre, mais cette perte est vécue comme une promesse de nouveauté.

L'écologie est une question de vie et de mort

L'écologie est une question de vie et de mort,

et par conséquent, on peut retrouver les trois attitudes qui viennent d'être évoquées. La négation de la mort se retrouve, certes, parmi ceux qui refusent de voir la gravité des problèmes auxquels nous sommes confrontés, mais elle apparaît surtout chez ceux qui, conscients du problème, attendent la solution technique miraculeuse qui nous permettra de continuer à vivre comme auparavant. C'est l'attitude de ceux pour qui la recherche technologique finira par trouver les ressources énergétiques renouvelables pour remplacer les ressources en voie d'épuisement. Le progrès technique a fait preuve, tout au long de l'histoire, d'avancées impressionnantes et inimaginables. Si nous pensons, par exemple, aux nouvelles technologies dans le domaine de la communication et de l'information (internet, téléphone portable, multimédia), nous avons bien raison de faire confiance aux progrès techniques à venir, car il s'agit là d'une véritable révolution technologique. Pourtant, cette confiance absolue dans la technique constitue une manière de nier la

mort et de refuser le deuil d'un certain mode de vie. Car ce qui est en cause aujourd'hui, ce n'est pas seulement l'état de la technique mais, plus fondamentalement, notre manière de vivre. Si la voiture est aujourd'hui l'une des principales causes de pollution, il ne s'agit pas seulement de trouver une source d'énergie autre que le pétrole pour la faire fonctionner mais, plus fondamentalement, d'interroger nos modes de vie complètement dépendants de la voiture. L'organisation de nos villes, l'éloignement entre les lieux d'habitation et les lieux de travail, les pratiques de loisir sont totalement tributaires de la voiture. La mobilité et la capacité de déplacement sont devenues, dans nos sociétés, des valeurs absolues et cela souvent au détriment de la qualité de présence, de relation et de temps pour soi. Les problèmes environnementaux auxquels nous sommes aujourd'hui confrontés sont sans doute l'occasion idéale pour revisiter nos modes de vie. Le progrès technique sera indispensable, mais penser que le problème est uniquement d'ordre technique

est une manière de nier la mort et, donc, la possibilité de renouvellement de nos modes de vie.

Si certains nient la mort, d'autres nient la vie : les discours fatalistes et apocalyptiques ne manquent pas dans ce domaine. On entend partout dire que si nous continuons à consommer et à produire comme nous le faisons actuellement, nous allons « droit dans le mur ». La mort ici n'est pas niée mais, bien au contraire, elle s'impose comme une réalité écrasante. Elle est associée à la menace et à la peur, utilisées pour nous contraindre à changer de comportement. Elle apparaît comme la conséquence logique de notre attitude prédatrice à l'égard de la nature et, de ce fait, associée également à un discours culpabilisateur. Dans ce cadre fait de fatalisme, de peur et de culpabilité, il n'y a pas de place pour la vie. Il s'agit juste de survivre et d'éloigner, autant que possible, cet horizon de mort.

Nous avons gaspillé et gâché nos ressources, le moment est venu de nous limiter et de nous restreindre : arrêter la croissance, dimi-

nuer la consommation, réduire la production afin de faire durer le plus longtemps possible ce que nous avons et qui risque de disparaître. Dans cette approche, on nie la vie car elle est conçue seulement en termes de continuité et de prolongation. Pourtant la vie a certes besoin de continuité, mais également de renouvellement. Une vie sans nouveauté, même si elle perdure, est une vie condamnée à mort par sa rigidité. Face à la mort, nous croyons sauver la vie en nous accrochant au déjà connu afin de ne pas le perdre, mais ce faisant, nous tuons toute possibilité de vie nouvelle.

Risquer une perte pour accueillir du neuf

Entre ces deux attitudes extrêmes qui opposent la vie et la mort, on peut en concevoir une troisième qui essaye au contraire de les articuler. On reconnaît la menace de mort et on accepte de risquer une perte, non pas pour faire durer le même, mais pour faire émerger du radicalement nouveau. La menace de mort devient ainsi promesse de vie nouvelle.

Utiliser moins sa voiture personnelle peut constituer non seulement un sacrifice qu'on est prêt à faire pour préserver l'environnement, mais également et surtout une occasion de découvrir d'autres valeurs associées à d'autres formes de déplacement. Le covoiturage, par exemple, permet d'établir et de tisser des relations qu'on n'aura jamais tout seul dans sa voiture ; les transports en commun permettent d'utiliser le temps de déplacement pour lire, ce que l'on ne peut faire quand on conduit ; la bicyclette permet de faire de l'exercice en même temps qu'on se déplace. Ces quelques exemples nous disent qu'un autre mode de déplacement peut être porteur d'un autre « style » de vie : une vie avec moins de rapidité mais plus de relation ; une vie avec moins de mobilité mais plus d'enracinement, une vie avec moins de productivité mais plus de temps pour soi.

Il ne s'agit pas d'éviter la perte, car il va bien falloir perdre quelque chose : du confort, de la vitesse, de la mobilité. Mais cette perte permettra de faire une expérience de vie

nouvelle : avec plus de relation, plus de présence, plus d'harmonie. La nouveauté est radicale et elle ne se réduit pas au changement de quelques habitudes quotidiennes. Elle suppose une autre expérience du temps et de l'espace : le temps de l'attente et de la surprise plutôt que celui de l'immédiateté et du contrôle ; l'espace habité plutôt que l'espace dortoir. La mort n'est pas niée mais traversée, la vie n'est pas assurée mais attendue.

Voir le risque écologique comme une chance

Le risque écologique auquel notre humanité est aujourd'hui confrontée pourrait ainsi constituer une chance. Premièrement, une chance pour revisiter notre espérance ; ensuite une chance pour réentendre une promesse ; enfin, une chance pour reconsidérer la vie et la mort.

Revisiter notre espérance : espérer non pas la solution miracle qui résoudrait tout mais faire le pari d'un nouveau possible et risquer une perte afin qu'il puisse émerger.

Réentendre une promesse : non pas la pro-

messe d'une vie connue d'avance mais celle d'une vie meilleure, à faire jaillir. La promesse non pas comme un but à atteindre, mais comme ce qui met toujours en marche.

Reconsidérer la vie et la mort : non pas comme des opposés qui s'excluent mutuellement, mais comme des contraires qui ensemble rendent possible l'acte créateur, lequel fait surgir du radicalement nouveau.

L'écologie est une question de vie et de mort : elle détermine les conditions matérielles nécessaires pour maintenir la vie mais, plus fondamentalement, elle pose une question humaine essentielle, celle du sens de la vie. Réduire le risque écologique à une question de ressources naturelles, c'est rater une occasion historique : celle de redéfinir la qualité de vie en fonction de ce qui nous donne vraiment envie de vivre, celle de redessiner nos modes de vie en fonction de ce qui constitue pour nous, véritablement, une « vie bonne ».

« Les nuits sont enceintes et nul ne connaît

le jour qui naîtra ». La crise écologique nous donne aujourd'hui l'occasion de féconder nos obscurités et de nous ouvrir à l'inattendu. Certes, nos sociétés se sont construites autour du rêve de la sécurité absolue et de la prospérité indéfinie. Nous avons aujourd'hui

une chance unique de revisiter la création de nos communautés humaines sur la base, non pas d'un avenir connu d'avance, mais sur celle d'un nouveau possible. Les nuits sont enceintes, préparons-nous à accueillir l'inattendu d'un jour nouveau.

Dieu nous prête un moment les prés et les fontaines,
Les sentiers cahoteux, les forêts, et les labours,
Le gris des cieux, la brume matinale au fond des plaines,
Pour y conduire nos cœurs et nos amours.

Les arbres ici manquent, là-haut la forêt s'est épaissie.
En quelques nuits brouillonnes, la nature se décompose.
En quelques pluies d'automne, la vue s'est obscurcie.
Combien d'années suffit-il pour changer toutes choses ?

Dieu nous prête un moment le temps et sa cadence,
La fleur blanche des vergers, et la monnaie du pain,
La course des enfants et le crédit du lendemain,
Pour y accomplir nos fêtes et nos alliances.

Des aïeuls ici s'absentent, la famille au loin s'est agrandie.
Les cloches fredonnent le glas, la volée pour deux sous.
Les journaux couronnent les meilleurs d'entre nous.
Combien de générations suffit-il pour tomber dans l'oubli ?

Dieu nous prête un moment le vent et ses assauts,
Le souffle ardent des travaux, la fougue des saxos.
L'amas des souvenirs se perd dans le flou des images.
La sagesse l'emporte sur les passions avec l'âge.

Chez toi, Dieu, rien ne s'efface, ni les joies ni les larmes.
Depuis l'aube où les femmes se sont rendus à la tombe
Tu nous tiens en haleine par l'évangile qui nous charme.
Jeune homme on t'ignorait, maintenant on te sonde.

Sur une inspiration de Victor Hugo
Arnaud Favart

La terre au Brésil : un don et une lutte...

Jacques Hahusseau



Prêtre du diocèse de Cahors, Jacques est parti au Brésil vers 1982.

Après quelques années en France, il vit de nouveau au Brésil, à Boa Vista, depuis sept ans.

La terre, don de Dieu chez les Indiens

Le Brésil s'impose cette année à l'attention du monde : on va y disputer la Coupe du Monde de Football ! Mais depuis longtemps, on y dispute les terres et les richesses de son immense territoire qui fait quinze fois la France... C'est le cinquième des pays les plus vastes de la planète !

Les peuples premiers, « peuples racines » de ce pays, les Indiens, considéraient ces terres comme un « don de dieu créateur ». Chaque peuple avait ses mythes et ses rites, sa manière de raconter ses origines. La danse exprimait la vie, la joie et la reconnaissance. Notre voisin et ami à Roraima,

Davi Kopenawa, chaman, nous fait connaître son peuple, les Yanomami¹. Il nous parle de sa terre comme on parle d'une mère qui donne la Vie, qu'on aime et qu'on respecte, parce que, sans elle, il n'y a plus de Vie. Cette « Terre-Mère » d'Amazonie continue à faire vivre ces « peuples racines » qui l'habitent encore. La « terre-mère » continue à enseigner le « bien-vivre ». Elle demande qu'on vive en bonne entente avec elle, qu'on respecte ses droits et ses lois, pour le bonheur de tous. Exigences difficiles aujourd'hui comme hier ! Dès le quinzième siècle, des envahisseurs sont arrivés et ont pris possession de ces terres, des personnes et des biens qui les intéressaient. Commenait alors la longue et douloureuse aventure de la lutte pour la terre ! Elle continue aujourd'hui encore et appelle notre attention et notre action solidaire.

La lutte pour la terre à Goiás

Je suis arrivé au Brésil en janvier 1983,

dans le diocèse de Goiás, comme prêtre *fidei donum*. C'est là que j'allais apprendre à connaître les problèmes de la terre et à comprendre qu'ils faisaient partie aujourd'hui de notre Mission ! Au dix-huitième siècle, cet état de Goiás, proche de Brasília, était habité par les « Goiás », un peuple indien dont il ne reste aujourd'hui que le nom. Ce peuple a été totalement anéanti par les envahisseurs, *bandeirantes*, venus du sud, à la recherche de l'or. À la fin du cycle de l'or, au dix-neuvième siècle, quelques puissantes familles se sont emparées de ces terres de Goiás devenues libres pour y développer de grands élevages de bovins, nouvelles sources de richesse et de profit. Au fil des ans, d'autres familles, des migrants pauvres venus du *Nordeste*, sont aussi arrivées dans cette même région pour tenter leur chance. Pour eux, quelques arpents de terre suffisaient pour nourrir la famille. Les conflits allaient naître entre ces propriétaires des grandes *fazendas* et ce petit peuple de paysans qui vivaient dans leur proximité,

1. Voir le livre : ALBERT Bruce, KOPENAWA Davi, La chute du ciel. Paroles d'un chaman Yanomami, Plon, coll. « Terre humaine », 2010.

occupants de ces terres aux frontières encore juridiquement mal définies.

Naissance de la Commission Pastorale de la Terre et du Mouvement des Sans Terre

Fin novembre 1967, dom Tomas Balduino était nommé évêque de Goiás. C'est lui qui, avec dom Pedro Casaldaliga, quelques autres évêques et des chrétiens sensibles aux problèmes de la terre, allait organiser la CPT (Commission Pastorale de la Terre).

Liée aux Communautés ecclésiales de base, la CPT était un espace de réflexion, de vie et de célébration, un lieu d'organisation et de résistance des petits paysans, *posseiros*, injustement menacés d'expulsion sur leurs terres. La lecture de la Bible et des Pères de l'Église, la grande tradition chrétienne, venait alimenter leur réflexion et leur action. Peu à peu, allaient naître aussi les syndicats des travailleurs ruraux, les associations, etc. La CPT continuait sa mission de soutien, de formation et d'organisation, ferment dans cette pâte humaine.

On commençait aussi à parler du MST (Mouvement des sans terre), né dans le sillage de la CPT. Dans ses principes fondateurs, le MST se caractérisait comme « Mouvement de lutte non seulement pour la terre, mais pour la “ Réforme agraire ” juste et non commerciale, c'est-à-dire pour l'expropriation et l'attribution des terres à ceux qui la travaillent ». Le MST travaille pour le développement d'une production écologique, sans pesticide, sans engrais chimiques et sans OGM, favorise la diversification des cultures, la reforestation, la culture des plantes médicinales, la nourriture des familles et la commercialisation du surplus à des prix accessibles aux plus démunis. Les rapports de production sont coopératifs et solidaires. La Constitution du Brésil, votée en 1988, a enfin reconnu la « fonction sociale » de la terre, jusque-là considérée trop exclusivement pour sa seule valeur marchande.

La lutte pour terre et vie, à Roraima

Il y a 25 ans, la CPT s'organisait dans notre « État-Diocèse » de Roraima. Elle venait

y accompagner les quelque soixante-dix *assentamentos* qui naissaient et les vingt mille « familles sans-terre » venues d'ailleurs. En orientant ces familles vers Roraima, où la terre libre ne manquait pas, le Gouvernement Fédéral répondait à la pression du MST en faveur de l'agriculture familiale. Mais il lui manquait la pédagogie et l'organisation du MST ! La CPT, le MST et d'autres mouvements allaient se mettre au service de ces gens en recherche de vie et d'avenir dans ce nouveau monde. Ces familles de migrants avaient reçu la terre, mais les difficultés pour vivre étaient grandes : aridité du sol, manque de compétence, production difficile, difficultés de vente, problèmes de santé, éloignement des centres urbains, isolement, routes impraticables pendant les pluies, école et santé précaires, etc. Aujourd'hui, l'accumulation de ces difficultés fait que la tendance est à l'abandon des terres... On vit mal dans ces *assentamentos* !

Dans le même temps, on voit se développer les grandes *fazendas* qui s'imposent par

leur mode de production industrielle toute puissante, avec la culture intensive du soja, de la canne à sucre *dendé*, d'oléagineux pour l'industrie, etc. Ces grandes *fazendas* sont organisées pour produire vite et bien. Elles ont aussi l'œil ouvert sur les terres de leurs voisins, fragiles et souvent fatigués... pour en prendre le contrôle ! Deux types d'agricultures se côtoient et vivent une cohabitation difficile. D'un côté, une agriculture industrielle soutenue par le grand capital financier et les banques : on y produit en quantité avec engrais chimiques, pesticides, semences sélectionnées, machines perfectionnées, etc. Elle est politiquement bien organisée et soutenue ! De l'autre côté, ces petits paysans mal préparés pour travailler des sols difficiles, souvent abandonnés par les pouvoirs publics. Il faut apprendre à produire avec ce qu'on a et ce qu'on est : vivre avec intelligence, même si on vit pauvrement et petitement, chercher à se former, à apprendre à l'école des anciens et des peuples voisins indiens, accepter aussi le progrès, s'il offre un avenir meilleur, en res-

pectant la terre et ceux qui y vivent. La CPT, le MST et d'autres mouvements proches travaillent au soutien et à la formation de ces familles. On visite, on écoute, on essaie de voir comment répondre aux difficultés pour un « faire-valoir » économiquement sain. On est en contact avec les fonctionnaires d'État, « conseillers agricoles », chargés de l'accompagnement de ces gens, pour exiger une présence politiquement honnête et efficace !

On privilégie une « aide différenciée », attentive aux réalités locales, à la manière des « Maisons familiales rurales », seulement connues ici par le nom et la volonté d'exister ! Un marché local, coopérative de production et de vente s'organise... On se tient au rendez-vous de l'écologie, de ses valeurs et de ses exigences. Les initiatives se multiplient pour résister à l'« agro-business rural » envahissant. De nouvelles exigences s'imposent aujourd'hui : lutter contre les Sociétés minières toutes puissantes qui veulent reprendre aux Indiens un certain contrôle de leurs terres pour accéder librement aux minerais de leurs territoires, au

détriment de ceux qui y habitent.

La forêt amazonienne, c'est connu, a bien du mal à se protéger contre l'avancée des marchands de bois : le déboisement continue ! Dans ce combat de géants, les chrétiens sont convoqués et envoyés en mission avec d'autres. Ils défendent la terre et ceux qui l'habitent, même si beaucoup encore avancent en traînant les pieds ! Un autre monde est possible et mobilise recherches et énergies nouvelles.

L'Église et la question agraire au Brésil

En 1988, la Conférence des Évêques du Brésil (CNBB) avait déjà publié un document (Doc. 14) intitulé : *Église et problèmes de la terre au Brésil*. Un autre document est actuellement en préparation qui va être soumis à l'approbation des Évêques, lors de leur prochaine assemblée. Voici quelques-unes des décisions pastorales de ce document :

Nous réaffirmons nos engagements pastoraux en dénonçant l'accumulation insoutenable de la ri-

chasse et l'accumulation des terres, la destruction de la nature, des communautés et populations de nos territoires... Nous appuyons les efforts des gens de la terre pour réaliser une véritable réforme agraire et défendre la propriété familiale... Toute propriété quelle qu'elle soit, maintenue comme source de spéculation et de pouvoir, est illégitime... Nous affirmons, une nouvelle fois, que la terre doit être considérée comme un don, confiée à l'humanité entière, « terre pour travailler », lieu de vie, et non marchandise, « terre de négoce »... Conscients de notre fragilité, mais convaincus de nos décisions, nous appelons tous les disciples de Jésus Christ, et toutes les personnes animées d'humanité, à se fortifier les unes les autres, à s'unir dans un grand courant pour créer de nouveaux liens de fidélité et de responsabilité avec la terre et toute la nature...

Ce texte cite aussi le Pape François : « Je demande à tous ceux qui ont des responsabilités dans le domaine économique, politique ou social, à tous les hommes et femmes de bonne

volonté : soyez les “ gardiens ” de la création, de l'environnement ; ne permettez pas que les signes de destruction et de mort accompagnent la route de notre monde... » ².

Chico Mendes, grand défenseur des peuples de la forêt amazonienne, assassiné à Xapuri le 22 décembre 1988, avait appris et grandi dans les communautés ecclésiales de base de sa région, Acre. Il avait appris à l'école de la vie, éclairé par la Bible, les prophètes et l'Évangile. Il avait, comme Jésus, la passion de la vie, de la justice et de la dignité.

Il en est mort, assassiné ! Sa vie donnée continue à faire vivre les peuples de la terre et des eaux, ici et ailleurs !

Dom Helder Camara, en fin de vie, disait à ses amis et proches : « Ne laissez pas mourir la prophétie ». Il a aidé l'Église du Brésil à vivre en gardant les « pieds sur terre », en ouvrant la tête et le cœur à l'Évangile. Sa présence continue sur la terre comme au ciel !

2. Pape François, Homélie de la messe d'intronisation, 19 mars 2013.

L'Eglise avec les petits paysans d'Amazonie

Henri Burin des Rosiers



Henri est dominicain.

Il est aujourd'hui en France après un très long engagement au Brésil au service des « sans terre ».



EXTRAIT :

Quand je suis passé dans cette région amazonienne de Xinguara, au Brésil, pour la première fois, en 1979, tout n'était encore que forêt. Seules existaient un peu partout des cabanes en bois et des petites clairières qui augmentaient de jour en jour. Les innombrables familles de migrants venus de partout, attirés par cet, éldorado, ont commence à s'enrichir du commerce facile de ces bois précieux, acajous, jatobas, arueras. De tous côtés, on entendait le bruit des scieries. Très vite, avec les grandes scieries, le déboisement est devenu vertigineux.

Aujourd'hui, les forêts sont d'immenses terres en friche et des pâturages. Là où il y avait 45 000 hectares de forêts, il y a maintenant un éleveur avec 45 000 hectares de pâturages ! L'usage des agrottoxiques de l'agrobusiness est devenu intensif et pollue la végétation et les rivières de la région.

A présent arrivent les grandes entreprises minières, nationales et internationales, qui exploitent le fer, le nickel, l'or et polluent silencieusement le sol et le sous-sol.

Dimanche, un conducteur de gros tracteurs que je connais, de passage à Xinguara, vient bavarder et me raconte :

« Je travaille maintenant à trois cents kilomètres d'ici, à la nouvelle frontière de la forêt amazonienne, dans une exploitation agricole du groupe Santa Barbara (le deuxième éleveur du monde qui a 400000 hectares de terre et 500000 têtes de bétail dans notre région) ». Depuis quelque temps, certains forestiers ne déboisent plus par

Henri Burin des Roziers est entré chez les dominicains à l'âge de 28 ans après un doctorat de droit. Ordonné en 1963, il part au Brésil en 1978. Il rejoint l'Amazonie et met ses compétences d'avocat au service de la Commission pastorale de la terre (CPT). Il accompagne ainsi les petits paysans dans leur lutte contre les injustices. Son acharnement à ne pas laisser l'impunité triompher dérange, y compris dans l'église. Chaque année, il fait libérer des paysans emprisonnés et torturés pour avoir occupé des terres en jachère. Voici ce qu'un témoin

tracteur, car les satellites des services du milieu ambiant et de la protection des forêts repèrent tout de suite les clairières. Ils utilisent désormais des agrottoxiques qu'ils déversent par avion sur des surfaces immenses. Les arbres meurent sur pied et les photographies par satellites ne montrent aucun déboisement, aucune clairière.

Madame Mérevin, une voisine qui nous sert un café sur la véranda de son agréable maison, se souvient :

« En 2007, une importante entreprise a commencé à exploiter une grande mine de fer, à trente kilomètres, transportant le minerai dans d'énormes camions à remorque,

jusqu'à trois cent cinquante kilomètres d'ici. Pour raccourcir le trajet, ils ont ouvert une piste juste devant nos propriétés, où, jour et nuit, passaient quatre-vingts de ces camions dans un bruit assourdissant, en dégageant de gigantesques nuages de poussière. Les arbres au bord de la route séchaient, les vaches ne donnaient plus de lait, les enfants et les parents ne dormaient plus. Après plusieurs accidents très graves, les parents ne laissaient plus leurs enfants aller à l'école. »

Ayant épuisé toutes les tentatives d'accord, les quatre-vingts familles décidèrent de bloquer la piste. Ce furent soixante-quatre jours épuisants, mais l'entreprise a cédé et l'accord a été signé. Un bon accord ! Limitation de

raconte de la manière dont Henri agissait comme avocat : « Comme un juge humiliait publiquement l'un de ces paysans en plein tribunal : « vous devriez prendre un bain pour faire disparaître cette odeur de porc », l'avocat répondit : « mes clients sont mal vêtus, ils ont les mains rugueuses et les pieds chaussés de sandales. Mais ils mettent tout leur amour à travailler.

Et, s'ils ne s'offrent pas de parfum pour pouvoir acheter du pain pour leur fils, ils exhalent le parfum de l'honnêteté, du travail et de la vérité. Ce sont les fils du Dieu Père, ses préférés. »

la vitesse, construction de dos-d'âne, interdiction de circuler la nuit, arrosage de la piste, indemnisation. La vie a repris, la poussière a beaucoup diminué, le bruit des camions aussi, les familles ont retrouvé leurs activités, les enfants dorment de nouveau et retournent à l'école, les pâturages reverdissent, les animaux recommencent à engraisser, les poules pondent. Tous ont décidé de rester et de continuer leur agriculture familiale, diversifiée, écologique, rentable.

Dans la commune voisine, M. X, qui a une petite exploitation familiale avec une production diversifiée et écologique, a comme voisin un grand éleveur. Ces dernières semaines, un avion est passé à plusieurs reprises à très basse altitude, répandant

des agrototoxiques sur les pâturages de l'éleveur. M. X a immédiatement été l'avertir qu' en cas de vent, les agrototoxiques se répandraient sur sa propriété. Mais l'avion a continué ses vols. Le vent est arrivé et le nuage d'agrototoxiques s'est déplacé sur les terres de M. X, abîmant les plantations, rendant malades les animaux et les gens. Lui-même et deux autres personnes ont dû être hospitalisés, Mais, à leur sortie, la direction de l'hôpital leur a refusé une attestation citant le type d'agrototoxique dont ils avaient été victimes, leur avouant que ce

serait dangereux car le responsable était riche et puissant.

Je rêve que cette terre d'Amazonie, si diversifiée et si belle, don précieux de Dieu, cette terre qui est la vie, notre vie, notre mère, ne se transforme pas en désert humain et écologique !

Je rêve que cesse cette violence contre les paysans sans terre qui luttent pour leur droit à la terre, et que continuent leur courage et leur espérance !

Création... Vous avez dit création ?

Bernard Michollet

L'hébreu *bara'* - créer, dans la forme qu'il prend en *Gn* 1, 1 : « En commencement, créa Dieu, les cieux et la terre » - est réservé pour désigner un type de relation de Dieu avec les mondes (cieux et terre) qu'il sépare, une action parfaitement accomplie. Sous d'autres formes, il peut désigner le travail de l'homme sur une matière (par ex. *Jos* 17, 15 : « et tu défricheras pour toi la forêt »). La forme utilisée pour Dieu indique que les mondes ainsi que l'homme sont en situation de dépendance absolue vis-à-vis de Dieu, qui leur a pourtant donné une réalité totalement propre, différente de la sienne.

Vers 100 av. J.-C., dans le *Second Livre des Martyrs d'Israël* rédigé en grec, apparaît une allusion souvent interprétée comme l'indication biblique de la création *ex nihilo* :

« Je t'en conjure, mon enfant, regarde le ciel et la terre, contemple tout ce qui est en eux, et reconnais que Dieu ne les a pas faits de choses qui étaient et que la race des hommes est faite de la même manière » (2 *M* 7, 28). Cette parole de la mère à son fils afin de l'exhorter à ne pas craindre la mort violente qui l'attend, se présente d'abord comme un appel à la foi en Dieu qui donne la vie et reste fidèle à ce dessein. Celui-ci pourra relever les hommes d'entre les morts. Le texte est plutôt d'ordre théologique que philosophique. Mais alors le lien entre résurrection et création devient précieux pour écarter la conception de la création comme chiquenaude initiale à l'origine des faux débats entre cosmologie et texte biblique. Cette réflexion permet de saisir que la « nature » ainsi que l'homme et tous les univers

possibles sont créés, c'est-à-dire sont un surgissement voulu par Dieu et réalisés par sa parole (cf. les « Et Dieu dit » qui rythment *Gn* 1). La création est d'abord l'acte de Dieu qui fait surgir la vie, le réel « visible et invisible » selon de multiples modalités. Tout ce qui existe en remplissant le constat divin, « et Dieu vit que cela était bon », relève de la création. La « nature » telle qu'elle est advenue avant l'apparition de l'homme ou en interaction avec lui n'est qu'une infime partie du créé. La technique et tous les artifices qui adviennent grâce à l'homme relèvent encore du créé suscité par Dieu selon leur modalité particulière.

C'est alors qu'apparaît la question du mal, associée à l'idée de mort dans le *corpus* biblique. Écrit quelques décennies avant l'ère chrétienne, le livre grec de la *Sagesse* affirme que « Dieu, lui, n'a pas fait la mort, et [qu']il ne prend pas plaisir à la perte des vivants. Car il a créé tous les êtres pour qu'ils subsistent » (*Sg* 1, 13-14a). Sans répondre pleinement à la question, les Écritures excluent pourtant

que Dieu soit l'auteur du mal qui s'est diffusé dans tout le créé. L'énigmatique serpent, figure du doute jeté sur la parole divine, est à l'origine du dérèglement du créé : « [Dieu] dit à la femme : "... ton désir te poussera vers ton homme et lui te dominera..." Il dit à Adam : "... le sol sera maudit à cause de toi ; il fera germer pour toi l'épine et le chardon... tu es poussière et à la poussière tu retourneras " » (*Gn* 3, 16-19). Cette position permet seulement d'affirmer que le dessein de Dieu est bon. La théologie chrétienne assume cela en ajoutant que le Christ à la fois sauve et « récapitule toutes choses en [lui], ce qui est dans les cieux et ce qui est sur la terre » (*Ep* 1, 10b-c).

Ainsi, « sauvegarder la création » ou « la gérer » sont des expressions malhabiles pour exprimer la responsabilité de l'homme dans la parcelle créée qu'est la nature, elle-même réalité qui advient en interaction avec lui. À la dynamique créatrice appartiennent aussi l'activité humaine et ses productions dans la mesure où elles acquiescent à la bonté du dessein divin.

«*La ferme malgache*»

Christelle Séguenot



Christelle Séguenot est volontaire de Solidarité Internationale à Madagascar depuis 2012.

Madagascar : appelée encore « la Grande Île » ou bien « l'Île Rouge », son nom fait rêver. Située dans l'Océan Indien, au sud-est du continent africain, à 400 kilomètres des côtes mozambicaines, elle est la quatrième plus grande île du monde après le Groenland, la Nouvelle-Guinée et Bornéo.

Quelle que soit la raison pour laquelle on se trouve à Madagascar (tourisme, coopération, expatriation), on en revient toujours à la question écologique, tant les paysages sont marqués par les problèmes environnementaux, tant la pauvreté saute aux yeux. Si « beauté » est le premier mot qui vient à l'esprit lorsqu'on découvre ces paysages aussi variés que fabuleux, il est immédiatement

suivi du mot « pauvreté ». Une pauvreté qui, aujourd'hui, atteint 92% de la population, soit plus de vingt millions de personnes, selon les récentes estimations de la Banque mondiale (juin 2013)¹.

Or beauté et pauvreté ne font pas bon ménage. En effet, les dégradations dues à la mauvaise gestion des ressources naturelles sont connues de tous et bien visibles. Ses effets se font sentir au quotidien. Le plus grand fléau à Madagascar reste la déforestation. 99% de la population a besoin de charbon de bois et de bois de chauffe pour cuire les aliments car il existe très peu d'autres sources d'énergies surtout en brousse. Et si d'autres sources d'énergie existent, elles ne sont pas accessibles par la grande majorité de la population, trop pauvre pour payer des factures d'eau ou d'électricité.

On peut lire dans un récent rapport de la Banque mondiale au sujet de la protection de l'environnement² :

Le développement durable a été défini en 1987 par Gro Harlem Brundtland, alors Premier Ministre du Royaume de Norvège, comme « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs ». Plus de vingt ans après, cette définition continue à poser une des problématiques les plus importantes en matière de développement à Madagascar. Reconnue internationalement comme étant un sanctuaire mondial de la faune et de la flore, la Grande Île voit cependant ses ressources naturelles subir la pression croissante des activités humaines et économiques. La nécessité de concilier les intérêts des hommes avec la sauvegarde des ressources naturelles du pays se pose donc avec acuité³.

1. La Banque mondiale a fixé le seuil de pauvreté à 2 \$ / personne / jour.

2. Madagascar, rapport sur l'environnement (country environmental analysis - cea) 2013 : les principaux messages.

3. Haleh Bridi, Country Director pour Madagascar Banque mondiale. - www.worldbank.org/madagascar

Le rapport montre qu'il existe trois « échelles » de problèmes environnementaux. Il y a d'abord les plus connus, ceux qui font l'objet de projets de grande envergure, soutenus par de nombreuses ONG. Ces problèmes sont la déforestation, les espèces menacées de disparition, l'érosion des sols, l'exploitation illégale du bois de rose, le braconnage des tortues terrestres et les dégâts causés par les cyclones. Viennent ensuite ceux liés à la notoriété et au potentiel de nuisance croissants que sont la surexploitation des ressources halieutiques (notamment les crevettes), l'érosion côtière et l'inondation des villes côtières, les pollutions d'origine industrielle, en particulier minière avec les grands projets d'extraction de l'ilménite, du nickel ou du fer qui ont vu le jour ces dernières années et la possibilité qu'un jour des sables bitumineux soient exploités dans l'ouest du pays. Et enfin il y a ceux qui passent inaperçus ou presque, dont la sécheresse qui affecte systématiquement et chaque année un demi-million de personnes dans le grand sud et les

dizaines de milliers de maladies respiratoires qui ont pour origine l'utilisation des fours à charbon de bois comme source d'énergie par la quasi-totalité des ménages malgaches.

L'énumération de ces problèmes pourrait contenir toute la fatalité du monde si, parallèlement, il n'y avait pas des milliers de personnes, à commencer par les Malgaches eux-mêmes, qui œuvraient pour contrer cette fatalité. En effet, sans vouloir faire figure d'optimiste utopique, on ne peut que constater la mise en route de beaucoup de projets qui accompagnent le changement progressif de mentalité suscité par cette situation. Bien sûr, les plus démunis le sont aussi pour la protection de leur environnement car, au quotidien, on ne peut sortir de cette équation : pour faire cuire les aliments, il faut du charbon et pour avoir du charbon, il faut couper les arbres. Mais bien encadrée, la population de brousse est capable de comprendre les enjeux du changement radical qui lui sera demandé dans les années

qui viennent. C'est à l'État que revient la charge d'initier le changement. Or l'État a été quasiment absent pendant cinq longues années de transition qui ont fait sombrer le pays dans une misère noire, cette situation étant paradoxale car Madagascar est un pays riche en ressources variées et sa population est très jeune (le taux de fécondité est de 5 enfants/femme). C'est la mauvaise gestion du pays, et donc de ses ressources, qui a entraîné cette dégringolade. Il sera long et difficile de remonter la pente, mais le nouveau président semble vouloir s'atteler à la tâche.

Devant les dégâts si visibles causés par la déforestation, devant cette misère insupportable, et surtout devant l'évidence que c'est d'abord par l'agriculture que les Malgaches peuvent prendre soin de leur pays, j'ai invité des amis malgaches et français à prendre leur part à un modeste projet d'éducation et de préservation de l'environnement. Ensemble, nous avons créé l'association « *La*

Ferme malgache », en lien avec une association malgache présidée par le P. Bernard, du diocèse de Fianarantsoa. En matière d'éducation et de formation, *La Ferme malgache* veut construire une petite ferme-école de brousse où les jeunes pourront bénéficier d'une formation sur le terrain et de conseils adaptés à leur réalité locale. Leur travail, sous la responsabilité d'un formateur local, leur permettra de toucher un salaire, et les mènera à moyen terme à l'autonomie financière. Cet apprentissage viendra en complément d'un enseignement théorique dispensé dans le centre de formation agricole diocésain de Fianarantsoa.

En matière de développement agricole, les principaux axes qui seront mis en œuvre sont : la diversification des cultures avec l'introduction de nouvelles céréales (blé, orge, avoine pour les bêtes, etc.) et la culture de plantes médicinales dont les débouchés sont nombreux. Une partie des fonds sera allouée à l'élevage (vaches laitières, porcs, volailles, lapins) et à l'étude d'autres débouchées

comme l'apiculture. Toutes ces actions ont pour objet d'enseigner aux jeunes à cultiver les terres et à élever du bétail tout en préservant l'environnement. Si l'association est modeste, l'enjeu en vaut la peine. Tous les projets d'aide au développement sont pertinents à Madagascar, du moment qu'ils engagent les Malgaches eux-mêmes dans un processus de réflexion et de formation à long terme. Et au-delà de nos comptes en banque, la meilleure valeur à exporter et à exploiter s'appelle « l'espérance », partagée à travers des continents car nous faisons tous

l'expérience que seuls, il est nous difficile de nous en sortir.

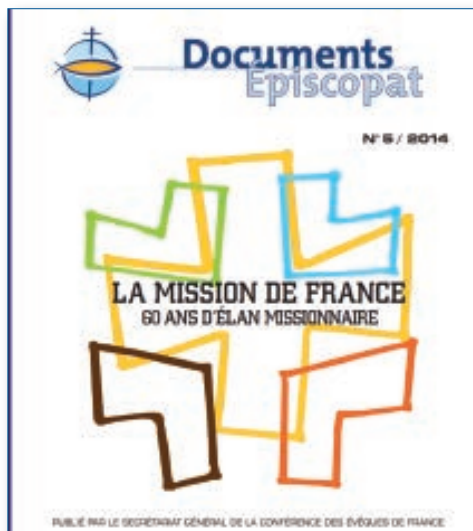
■ Ressources :

▲ le site internet de la Banque mondiale : <http://www.banquemonddiale.org/fr/country/madagascar>

▲ *La ferme malgache* : <http://www.lafermemalgache.org>

▲ Mon blog : <http://xenia.over-blog.com>





► N° 5/2014

Collectif Mission de France sous la direction de Mgr Yves Patenôte

La Mission de France fête cette année les soixante ans de sa constitution apostolique. Documents Épiscopat retrace l'histoire de cette prélatrice depuis son origine et présente les orientations missionnaires actuelles de ces hommes et de ces femmes qui rejoignent toutes les périphéries où la lumière de l'Évangile est attendue.

PUBLIÉ PAR LE SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE LA CONFÉRENCE DES ÉVÊQUES DE FRANCE

Ce document est disponible à la Mission de France au Perreux

Les choix énergétiques d'Habiterre... à l'épreuve du développement durable !

Marc Bodinier



A l'initiative de Marc et Maryno Bodinier, membres de la Communauté Mission de France, un habitat groupé, Habiterre, s'est réalisé à Die.

Quelques points clés sur le développement durable¹

Le développement durable est, selon la définition proposée en 1987 par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement, « *un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs.* » Il est précisé que deux concepts sont inhérents à cette notion : le concept de besoins — et plus particulièrement des besoins essentiels des plus démunis, à qui il convient d'accorder la plus grande priorité — et l'idée des limitations que l'état de nos techniques et de notre organisation sociale impose sur la

1. www.fasolux.be/developpementdurable

capacité de l'environnement à répondre aux besoins actuels et à venir.²

L'environnement est en effet apparu à partir des années 1970 comme un patrimoine mondial essentiel à transmettre aux générations futures et le philosophe Hans Jonas a exprimé cette préoccupation dans son livre *Le Principe responsabilité* (1979). Au Sommet de la Terre, à Rio de Janeiro en 1992, la définition Brundtland, axée prioritairement sur la préservation de l'environnement et la consommation prudente des ressources naturelles non renouvelables, a été modifiée par la notion des « trois piliers » qui doivent être conciliés dans une perspective de développement durable : le progrès économique, la justice sociale et la préservation de l'environnement. On évoque aussi le « développement soutenable ». La soutenabilité ou la durabilité est le caractère de ce qui respecte le mieux les principes de développement durable. Le terme de développement complète la notion de progrès, qui au XIX^e siècle, s'est construite

autour du progrès industriel et qui pouvait avoir des connotations idéologiques (idéologie du progrès).

Au-delà de ses aspects communicationnels, le développement durable correspond, avec la mondialisation et l'Internet, à une nouvelle vision du monde.

L'énergie à Habiterre ou comment participer au développement durable

Nous faisons partie de la génération des « trente glorieuses » pour laquelle il suffisait de travailler pour payer les services dont elle avait besoin. Avec le recul, je pointe mes propres incohérences : d'un côté la critique du nucléaire — voire des manifestations contre Crest-Malville — et de l'autre la consommation de l'énergie sans restriction avec des appareils électriques énergétivores pour un usage quotidien, le cycle du « toujours plus ».

Un premier acte concret pour nous mettre

2. Il s'agit du rapport Brundtland, du nom de son instigatrice alors Premier Ministre de Norvège.

en cohérence avec nos convictions a été le choix de l'énergie solaire. Nous avons fait installer, il y a presque 20 ans, des panneaux solaires pour l'eau chaude et une grande partie du chauffage dans notre ancienne maison de Savoie. Mais nous n'avions pas réduit pour autant notre consommation d'énergies (même propres et renouvelables).

À la suite de l'assemblée générale de la Mission de France en 2007 qui a soulevé la question des nouveaux modes de vie, nous avons cherché à nous réapproprier la question du vivre-ensemble à partir du logement. Et nous nous sommes embarqués dans un projet d'habitat participatif. Comme il est impossible de donner à voir toutes les facettes du projet (type de construction, mode de gouvernance, choix collectifs et choix individuels) nous choisissons de mettre en relief la question de l'énergie pour repérer l'inscription d'Habiterre dans une nouvelle dynamique. Elle a rejoint les recherches de « Négawats », un groupe d'experts qui a démontré que nous pouvions sortir du nucléaire, et de Pierre Rabhi qui in-

vite à la sobriété joyeuse.

* **Sobriété** : L'idée est de réduire sa consommation d'énergies. Sortir des « il-faut-que » et des « y-a-ka » et poser modestement des actes. Au niveau d'Habiterre, cela passe par des choix (mode de consommation, choix énergétiques) pour nous mettre en cohérence. Nous avons vu alors apparaître des peurs et des résistances profondes : peur de lâcher le « confort », peur d'avoir des coupures d'électricité, peur d'avoir froid, inquiétudes quant à la fiabilité de l'énergie... Peurs en partie culturelles pour certains d'entre nous : deux familles arrivent du Québec où l'énergie est essentiellement hydraulique et peu chère. Pouvoir dire ses peurs permet de les mettre à distance et chercher des solutions adaptées à chacun.

Nous avons aussi cherché au sein du groupe à développer de la coopération pour prévenir le risque de glissement vers « le toujours plus » qui nous guette... car nous sommes « comme tout le monde » !

* **Efficacité** : Nous avons choisi des critères

simples mais pas faciles à mettre en œuvre tels que l'énergie locale : nous utilisons du bois déchiqueté pour le chauffage. Nous travaillons avec une coopérative agricole locale (donc en circuits courts) qui met des moyens en commun pour répondre à des besoins de plus en plus importants.

Nous avons beaucoup cherché à développer des économies d'énergie significatives à travers la conception des bâtiments et leur construction. Aujourd'hui nous consommons moins d'énergie pour les 2 200 m² habitables d'Habiterre que de fioul pour notre ancienne maison savoyarde qui était pourtant équipée à 50 % en chauffage solaire ! Notre performance énergétique se mesure au m² : nous sommes au-dessous de 50 KW/H au m² alors qu'habituellement les deux tiers des bâtiments anciens se situent au-dessus de 700 KW/H au m².

* **Renouvelable** : Nous avons choisi l'installation de panneaux solaires pour l'eau chaude. Nous visions le zéro nucléaire pour nous mettre en conformité avec l'objectif du

« sans nucléaire ». Nous avons un fournisseur d'énergie qui rejoint nos valeurs : la coopérative Enercoop qui s'engage à acheter autant d'énergies renouvelables qu'elle en vend.

Nous avons poussé l'esprit de la propriété collective pour n'avoir qu'un seul compteur pour l'ensemble des habitants (= un seul abonnement). C'est un compteur bleu de 36 Kwatts, ce qui représente seulement l'énergie proposée par EDF pour 6 familles alors que nous sommes 11 (+ la maison commune). Nous avons dû chercher les bons compromis dans les éclairages et dans les équipements, même si là aussi nous ne sommes pas tous égaux car notre consommation par famille est de 1 à 4 en fonction des besoins de chacun.

Nous avons pourtant fait des erreurs car beaucoup d'entre nous disposent du chauffage au sol et d'un poêle : nous voyons bien que nos peurs du début n'ont pas toutes été traitées !

Prendre chacun sa part de responsabilité

Aujourd'hui les questions énergétiques provo-

quent de nombreux débats et nous nous sentons vite dépassés car nous avons abandonné les choix aux « experts » et « aux autres ». C'est ainsi que nous avons vidé de sens la question du développement durable. Nous réapproprier concrètement ces questions de fond nous permet de regagner du pouvoir d'agir sur nos propres vies et surtout sur l'avenir de la planète que nous laisserons aux générations futures.

La transition énergétique, ce n'est pas seulement un débat politique — qui d'ailleurs est souvent renvoyé aux calendes grecques par nos dirigeants —, ce n'est pas une question portée seulement par les écologistes, c'est une question simple et accessible à tous. Des actes sont possibles tels qu'étudier de près son contrat (avec EDF ou un autre fournisseur) : pour une maison individuelle qui n'a pas de

chauffage électrique ni de grosses machines, un contrat de 3 KW suffit alors que le fournisseur d'électricité pousse le consommateur à en avoir le double. On peut faire changer son contrat pour faire une économie chaque mois, quitte à ne pas mettre tous les appareils électriques en route en même temps. On peut donc agir et faire les premiers pas de la transition énergétique...

Nous ne pouvons plus consommer les deux tiers du besoin énergétique mondial sans prendre le risque que nos petits-enfants fassent la guerre... Nous ne pouvons plus ignorer que nous consommons sur le dos de ceux et celles qui ont à peine accès au minimum vital.

La joie dont parle Pierre Rabhi est supérieure au bonheur ; cette joie m'habite en écrivant cet article pour, non pas avoir changé la planète, mais pour faire ma part de colibri³ !

3. www.colibris-lemouvement.org

Bulletin d'abonnement ou de réabonnement 2014

à renvoyer à :

MISSION DE FRANCE / LETTRE AUX COMMUNAUTÉS – BP 101 – 94171 LE PERREUX-SUR-MARNE CEDEX

NOM

Prénom

Adresse

Code postal Ville

Abonnement* ☐

Réabonnement* ☐

* Mettez une croix dans les cases correspondantes

• **Lettre aux Communautés ordinaire** ☐ **35 €**

de soutien ☐ **40 €**

• **Offre pour les moins de 35 ans non abonnés** ☐ **20 €**

• **Lettre d'Information ⁽¹⁾ ordinaire** ☐ **14 €**

de soutien ☐ **24 €**

Je fais un don de : €

Joindre au bulletin, votre chèque, libellé à l'ordre de "MDF - Lettre aux Communautés".

Ci-joint un chèque de : €

Offrez un abonnement

à la Lettre aux Communautés
à un ami, un parent, un proche...

NOM

Prénom

Adresse

NOM

Prénom

Adresse

(1) Information mensuelle sur la vie de la Communauté Mission de France avec un supplément trimestriel destiné aux Amis de la Communauté Mission de France.

Une expérience d'habitat groupé



Une vingtaine de personnes habitent actuellement dans l'habitat groupé appelé Habiterre. Pascale, Lucy et Maryno nous en parlent.

LAC : Mais pourquoi vivre en habitat groupé ?

Pascale : Ça me paraît naturel qu'avec Joël nous ayons atterri dans un habitat groupé. C'est dans la lignée de ce que je vis depuis 40 ans, mon engagement dans l'économie sociale et solidaire, et dans le mouvement coopératif et associatif, que ce soit en France ou au Québec où j'ai vécu 17 ans. Je me suis investie pour changer le système économique afin que la personne humaine soit au centre de la société et que l'économie soit au service de l'humanité et non l'inverse ! J'ai été impliquée dans le mouvement coopératif car il porte ces valeurs-là et l'habitat groupé est une forme de coopération.

Lucy : Avec Hedwige, ma compagne, on cherchait une bonne raison de quitter Paris dont le rythme ne me correspondait pas. J'aspirais à trouver plus d'air, plus de vert pour aller vers quelque chose qui ait du sens. Quand on a croisé le projet d'Habiterre 1, ça a été comme un déclic, comme si tout se rassemblait là : à la fois quitter la grande ville, retrouver le contact avec la nature et vivre une dimension solidaire, y compris dans une implication financière. L'autre aspect qui nous a aussi beaucoup touchées, c'est l'aspect intergénérationnel.

Maryno : De notre côté, avec Marc, nous arrivions à un nouveau stade de notre vie de famille : le départ des enfants, l'approche de la retraite. Nous avons une grande maison que la plupart du temps nous occupions seuls et nous étions mal à l'aise de cette sorte d'indécence quand tant de familles cherchent un logement adapté. Nous avons envie de plus de cohérence dans notre quotidien entre notre mode de vie concret et nos discours !

1. Pour plus de précisions, voir le site www.habiterre.org.

L'habitat est une bonne porte d'entrée car elle touche tous les secteurs de la vie.

LAC : On parle beaucoup de développement durable : y a-t-il un lien ?

Pascale : Ça rentre complètement dedans ! Le développement durable comporte trois piliers : le social, l'environnemental et l'économique. L'habitat groupé touche ces trois registres. Le social : on recrée des liens naturels, on revient aux sources du vivre ensemble. L'environnemental : il y a la construction d'un habitat écologique, des choix concernant une consommation responsable. Et l'économique : on est allé assez loin dans des choix de solidarité financière. C'est une alternative aux logiques bancaires.

Maryno : Sans oublier le mode de gouvernance puisque nous sommes sur un mode coopératif avec « une personne, une voix », quel que soit l'investissement financier des personnes.

LAC : Prenons donc le pilier social. Concrètement Habiterre c'est quoi ?

Maryno : Nous sommes 11 familles, 19 adultes de 32 à 67 ans et 12 enfants de 1 à 18 ans. Nous avons construit 5 maisons écologiques à proximité du centre de Die. Aujourd'hui nous sommes au complet et nous ouvrons une nouvelle phase du vivre-ensemble au quotidien.

Lucy : Je suis très sensible à l'aspect intergénérationnel. Pour moi la vie des enfants dans une collectivité est quelque chose d'important, tout comme, à l'autre bout de la vie, la place des personnes âgées. Je me suis battue à travers les soins palliatifs à domicile pour permettre aux personnes de rester chez elles si elles le souhaitent. À Habiterre on allie les deux. J'ai envie de prendre soin de chacun jusqu'au bout pour autant qu'il veuille rester là. Je peux même très bien imaginer changer de maison si le besoin se présentait car la mienne est plus accessible pour des personnes en fauteuil roulant. Je n'ai pas

l'impression d'être propriétaire du lieu — je ne le suis pas d'ailleurs puisque nous sommes propriétaires collectivement !

Maryno : En t'écoutant j'ai en mémoire la naissance de Gustave l'année dernière. Une naissance, ce n'est pas qu'une histoire de famille, c'est un événement social ! On retrouve cette dimension sociétale. On ne l'invente pas. On renoue avec quelque chose de fondamental pour l'individu.

Lucy : C'est très important aussi que les petits enfants vivent cet intergénérationnel. Ils n'en ont que du bon. Ils peuvent frapper à la porte de personnes plus disponibles alors que leurs parents sont parfois très pris. On revit quelque chose de ce temps où les grands-parents vivaient à côté de leurs petits-enfants qui allaient de l'un à l'autre.

Pascale : Ça montre aussi à des jeunes ados qu'on peut vivre autrement que selon le modèle actuel du chacun-chez-soi. On peut vivre autrement tout en ayant son espace.

C'est ça qui est étonnant ! Quand je vois les ados ici, je les vois bien dans leur peau — ils feront leur crise d'ado comme tous les ados — mais on sent que c'est naturel pour eux cette vie en habitat groupé. Ils s'adressent à des adultes qui ont des modes de vie différents et qui s'entendent bien.

LAC : Et le côté environnemental ?

Maryno : On a pensé l'habitat en mutualisant les espaces. Chacun dispose d'un logement mais nous avons aussi des locaux communs (buanderie, atelier bricolage, espace de rangement, chambres d'amis, garage à vélos, jardins...). On ne peut plus se permettre d'avoir un grand espace privé, nous avons tous à prendre notre part pour partager la terre. Les constructions ont été faites en matériaux écologiques et nous avons beaucoup travaillé la question de l'énergie pour être dans du « zéro nucléaire ». Sur le plan de la consommation on redécouvre la simplicité, d'où l'idée de ne pas avoir chacun

sa perceuse, sa machine à laver, ou même n'avoir qu'une voiture par famille et se prêter les véhicules en fonction des besoins. On va contre une logique de consommation où chaque famille doit tout posséder.

Lucy : Le fait que chacun garde sa liberté est aussi une force. Si pour des raisons pratiques quelqu'un a besoin d'une machine à laver chez lui c'est possible. Ça c'est très respectueux. Moi j'ai découvert le côté pratique d'une buanderie commune. Je peux faire tout mon linge en une seule fois. On a souvent l'impression que quand on est dans un collectif, on est perdant de quelque chose alors que je découvre qu'en fait je suis tout à fait gagnante. Chaque fois que je vais à la buanderie je me dis que je suis vraiment gagnante !

LAC : Et concernant l'aspect économique ?

Pascale : D'un point de vue juridique on n'a pas choisi la SCI d'attribution qui at-

tribue définitivement un logement à une famille. On est une SCI classique, on a une attribution en fonction du nombre de parts qu'on a. On peut donc intervertir les logements, on pourrait rebrasser toutes les cartes et faire déménager tout le monde sans rien changer, car on est tous propriétaires collectivement de tous nos logements. C'est une force. Il y a très peu d'habitats groupés comme cela en France.

Maryno : On n'est pas propriétaire de son logement et on en a seulement l'usage. Ça nous amène à un sacré retournement dans notre lien aux biens : repenser le logement et la possession autrement. Cela nous a amenés à retravailler la question de l'héritage. C'est pour chacun un changement de culture.

Lucy : C'est aussi accepter qu'on est de passage dans une maison. Le logement est au service de ce qu'on a à vivre et pas le contraire ! Ce qui est important c'est ce qui

s'y vit. Il faut que ça réponde aux besoins des personnes et accepter que c'est pour un temps.

Maryno : Une des originalités d'Habiterre c'est la grande maison commune qu'on a financée par de l'épargne solidaire. Plus de 80 personnes nous ont confié une partie de leur épargne pour permettre cette construction. La maison commune nous permet d'accueillir des groupes, des stages, des rencontres... C'est notre poumon, notre ouverture vers l'extérieur. Cela n'aurait pas été possible sans l'investissement solidaire. En fait beaucoup de gens cherchent à mettre du sens dans leur argent. C'est de l'argent qui circule puisque ceux qui désirent récupérer leur épargne peuvent le faire facilement.

Lucy : C'est quand même un grand pas de se dire que mon argent que je mets de côté pour « si jamais j'en ai besoin » peut servir pour le commun. Et si demain il m'arrive quelque chose, qu'est-ce qui va se passer ? Il n'y a plus

rien du coup dans mes cagnottes d'écureuil ! Et pourtant j'ai une confiance totale : même s'il m'arrive quelque chose il ne m'arrivera rien. Les autres sont là et on sera solidaire car ma solidarité entraîne de la solidarité. Du coup je peux risquer ce pas-là même si aux yeux de la société il paraît complètement fou. Je n'ai aucune crainte par rapport à ça parce qu'on est dans une démarche de confiance et

de solidarité. Ça se démultiplie quelque part parce qu'au lieu de servir ma propre petite sécurité, ça sert une sécurité plus grande.

Maryno : Ça montre bien que lorsqu'il y a de l'entraide, on trouve des solutions. Il y a de la coopération. On est dans la multiplication des pains ! Plutôt que de perdre, on multiplie !



Co-créateur... Vous avez dit co-créateur ?

Bernard Michollet

« Dieu créa l'humain à son image, à l'image de Dieu il le créa, mâle et femelle il les créa. Dieu les bénit et Dieu leur dit : " Portez du fruit, devenez nombreux, emplissez la terre et soumettez-la : commandez aux poissons de la mer, aux oiseaux des cieux et à tout animal qui remue sur la terre ". » (*Gn* 1, 27-28) Tels sont les versets qui révèlent le statut royal de l'Adam, l'Humain, au sein du créé. Versets justifiant toutes les entreprises modernes d'utilisation de la « nature » pour les adulateurs de la société industrielle. Versets honnis par les héritiers de Lynn White Jr. dont la fameuse conférence, « Les racines historiques de notre crise écologique », prononcée le 26 décembre 1966 à Washington, initia le procès d'un christianisme à l'origine de la crise écologique contemporaine.

Depuis les premiers siècles chrétiens, l'interprétation de l'exercice de la royauté de l'homme sur le monde s'est faite sur le thème de sa participation à l'œuvre de Dieu comme co-créateur. Avec l'avènement des temps modernes, l'évidence des capacités transformatrices du monde, développées par l'humanité - y compris celle de sa propre transformation - a renforcé la thématique de la co-création. La perspective hégélienne de la marche de la raison dans l'histoire l'a formalisée. Et dans l'Église, Pierre Teilhard de Chardin a surinvesti dans cette participation de l'homme à l'œuvre créatrice.

Deux risques auxquels n'ont pas totalement échappé les partisans de cette idée sont rendus manifestes à l'occasion de la prise de conscience de la crise écologique. Le premier

est celui de l'hybris conduisant même la pensée moderne à évacuer Dieu. Cette démesure débouche sur des comportements d'apprenti sorcier, reprochés à la science. Le second risque est celui de la prise en compte trop faible du problème du mal. Les perversions de la technique sont facilement mises au crédit du progrès qui se fait par erreurs et tâtonnements. Ces deux dérives nuisent à l'homme et à la « nature ».

À la fin du IV^{ème} siècle, dans une homélie, Basile de Césarée, méditant sur l'origine de l'homme, note que « [Dieu] nous a créés en puissance capable de [lui] ressembler », permettant « que nous revienne la récompense de notre travail » (Homélie X de l'*Hexaéméron*, § 16, Le Cerf, « Sources chrétiennes » n° 160, 1970). Pour Basile, l'homme créé à l'image, « par l'image [possède] l'être raisonnable, et [devient] à la ressemblance en devenant chrétien » (*idem*). Il montre alors comment l'homme - image de Dieu par sa raison - règne sur le créé en devenant « parfait com-

me [le] Père céleste est parfait » (Mt 5, 48). Ainsi maîtriser ses passions et cultiver le bien équivaut à revêtir le Christ. C'est alors que l'homme règne vraiment sur le créé.

L'homme n'est co-créateur qu'en travaillant à sa ressemblance avec Dieu et, pour cela, en revêtant le Christ. Selon cette perspective, seul l'homme uni au Christ peut, grâce à lui, entrer dans la dynamique créatrice de Dieu sans la pervertir parce qu'il est animé du même dessein de « bonté ». Alors les risques de l'orgueil et de l'irresponsabilité vis-à-vis de l'homme et de la « nature » sont pris en compte pour être repoussés.

Dieu n'est pas créateur d'abord parce que surgit un univers matériel, mais parce qu'il suscite le « bon ». De la même façon, l'homme n'est pas co-créateur d'abord parce qu'il transforme le monde et lui-même par ses artifices mais parce qu'il s'inscrit dans le dessein créateur de Dieu révélé en Jésus-Christ.

L'homme est co-créateur à l'aune du Christ « en qui tout a été créé » (Col 1, 18).

La sobriété heureuse ou le choix de la vie

Olivier Thouret



Marié avec Albine, Olivier est paysan en Creuse depuis 4 ans. Membres de la Communauté Mission de France, tous deux sont dans l'équipe de Boussac.

À toi, Julie - à toi, Romain, à toi Lubin, à toi, à toi qui liras ce simple témoignage, je voudrais parler de ce qu'est pour moi la « sobriété heureuse » d'une manière probablement très décalée dans un premier temps...

Lors de notre rencontre régionale « du carré vert » de la Communauté Mission de France, nous avons fait un point d'étape sur la « question de Dieu » en vue de préparer l'université d'été. Ci joint mon témoignage.

« Voici quelques événements vécus en peu de temps. Bien que douloureux, insupportables, ils me parlent tous de « vie », peut être de « non-vie ».

- Le décès de Romain, le fils de mon frère, à 3 jours.

- En juillet dernier, j'apprends qu'un bon copain a un cancer sérieux, un vrai militant, engagé sur bien des choses dans la société, en politique, dans l'Église - une « personne à qui rien ne pouvait arriver ».

- Le 19 novembre dernier, après l'assemblée générale de la Confédération paysanne — une AG « remplie de rires, de joie, d'échanges et de luttes », Julie — paysanne, 35 ans, 3 jeunes enfants —, notre trésorière de la *Confédération*, s'est tuée sur la route du retour.

- En août dernier, Lubin - le fils d'Anne et Jérôme, mes associés - tombe du grenier à céréales. Après avoir été mis 10 jours dans un coma artificiel, puis en réanimation 10 jours encore, il est revenu à sa maison, et fait des allers-retours dans un centre de rééducation.

J'ai demandé à pas mal de personnes croyantes de prier pour Lubin, Anne et Jérôme et à des non-croyants d'avoir une « grande pensée positive » pour eux.

Je me suis plusieurs fois dit : « pourquoi demander de prier pour Lubin ? Pour que Dieu refasse le « coup de Lazare ? » Inconsciemment, j'ai l'impression que c'était cela. Mais je résiste fortement à cela. De nombreuses personnes m'ont dit : « Rendons grâce à Dieu, Lubin est miraculé ». Je résiste à cela. Lubin a été sauvé par la médecine. Pourquoi Dieu aurait-il sauvé Lubin, et pas Romain et tant d'autres ?

Où donc est Dieu quand la naissance de Romain devient le pire des cauchemars ? Où donc est Dieu dans la mort de Julie ?

Alors si Dieu n'est pas dans le fait que Lubin soit pleinement vivant, même s'il a encore un long parcours de rééducation à faire, où est-il ? Peut-être, là, dans cette détresse humaine, tel un pilier pour s'appuyer, pour ne pas tomber ? Là, quand Romain, puis Julie sont décédés, dans ce non-sens de la Vie. Là,

silencieux, comme tout un chacun qui n'a rien d'autre à proposer qu'à être là, pour tenter de dire sa pleine solidarité...

Derrière ces événements, au-delà de la question de Dieu, ce qui me vient finalement en pleine face, c'est la beauté de la Vie — une Vie si belle qu'elle est à vivre pleinement. Elle est si fragile aussi. Elle ne tient qu'à un fil. C'est beau, mais cela peut en un instant devenir si cruel.

Porter la question de Dieu dans cette Vie ? Est-ce que déjà, ce n'est pas recevoir ce cadeau à vivre pleinement pour tout un chacun, cadeau si fragile qu'il peut nous échapper à tout moment. Est-ce que ce n'est pas parce que ce cadeau peut nous échapper à tout moment, que la Vie est à vivre pleinement ? ...

N'est-ce pas à cela que nous sommes appelés par Dieu : vivre pleinement pour témoigner de cette beauté de la vie ? Vivre pleinement pour que chacun puisse avoir droit à cette beauté de la vie ?

Notre première mission n'est-elle pas là ? Là où je suis, sur le territoire où je suis, avec les

personnes qui y vivent, qu'est-ce que je fais pour que chacun puisse pleinement vivre et profiter de la vie ? »

« Vivre pleinement pour témoigner de cette beauté de la vie. » C'est là que je fais le lien avec la sobriété heureuse. Pour moi, la sobriété heureuse pose la question de ce qui est essentiel, fondamental dans la vie.

Est-ce la consommation à tout prix qui résoudra tous les maux de notre société, indépendamment du sens de la vie, comme on ne cesse de nous le rabâcher ? Ou est-ce autre chose ?

La réponse est à la fois rapide et complexe. Rapide, parce que pour moi, la société de consommation n'est qu'un leurre. Elle produit des satisfactions ponctuelles, souvent de manière individuelle. Mais elle ne permet pas de se poser la question, en société, de ce qui fait sens dans nos vies. Complexe, parce que si nous ne pouvons répondre à nos envies de consommation, ce qui est bien souvent le cas des personnes qui ont du mal à trouver une vraie place dans notre société, nous n'aspérons

souvent qu'à une chose : « avoir moi aussi accès à ce que me propose la société et dont je suis privé ». Complexe, parce la vie ne se résume pas à une chose. Elle est la résultante de nombreux facteurs qui sont en tension. Ce sont ces tensions qui permettent de vivre « debout », en équilibre et non tiraillé.

Les principaux facteurs que je citerai sont :

- la nécessité d'être en relation,
- la nécessité de reconnaître l'autre comme quelqu'un d'important, d'« aimable » au-delà des différences,
- la nécessité de pouvoir subvenir économiquement à mes besoins,
- la nécessité de me sentir bien, d'être heureux dans ce que je fais,
- la nécessité de savoir que mon passage sur terre n'handicaper pas la possibilité des générations futures à vivre également pleinement sur terre,

Il serait simpliste de réduire la sobriété heureuse à une non-consommation ou au refus

de prendre en compte la question de l'argent. Le risque de la résumer à cela serait que finalement, seuls ceux qui en ont les moyens peuvent se poser la question de la sobriété heureuse.

Pour moi qui suis paysan, la sobriété heureuse pose les mêmes questions que ce que nous appelons l'agriculture paysanne :

- une agriculture insérée sur un territoire.
- une agriculture qui permet de vivre en relation sur ce territoire avec d'autres paysans et avec des non-paysans,
- une agriculture respectueuse de l'environnement,
- une agriculture qui ne va pas mettre en danger la viabilité d'autres territoires en puisant leurs richesses,
- une agriculture qui va permettre aux paysans de vivre dignement du fruit de leur travail,
- une agriculture qui va permettre aux paysans d'avoir un rythme de travail viable,

Ce sont ces facteurs - et je pourrais en ajouter d'autres - qui vont orienter mes choix, ma manière d'être paysan. Je vais devoir faire des compromis, mettre le curseur plus ou moins haut pour chacun de ces facteurs, les mettre en tension.

Aujourd'hui, j'ai encore bien du chemin à faire pour mettre tous ces éléments en tension, que ce soit comme paysan aspirant à

vivre d'une agriculture paysanne, ou pour être un exemple parmi tant d'autres de ce qu'est la sobriété heureuse.

Ce que je sais, c'est que me poser ces questions interroge chaque jour ce qui est central dans la vie, ce que veut concrètement dire « vivre pleinement pour témoigner de la beauté de la vie et pour que tous aient le droit à cette beauté de la vie ».

Legs : Le don de la vie... en héritage

***L**a Mission de France est habilitée à recevoir des dons, donations, legs et assurances vie.*

Pour que continue la présence d'Église qu'assure la Communauté Mission de France dans le monde d'aujourd'hui, vous pouvez léguer tout ou partie de vos biens, étant respectés les droits des héritiers réservataires.

Association diocésaine, la Mission de France est exonérée de tous droits de mutation, que ce soit au titre d'une succession ou d'une donation.

*Pour plus d'informations,
n'hésitez pas à contacter l'économe
de la Communauté Mission de France,
Père Claude Fiori au 01 43 24 79 58*



Paysan en bio et paysan boulanger

Jean-Marie Marchand



Jean-Marie Marchand
Paysan-bio et paysan-bou-
langer, diacre du diocèse
de La Rochelle, participe
à une équipe d'engage-
ment missionnaire à La
Rochelle.

Je suis paysan depuis 38 ans à la suite de mon père, en bio depuis 1998 et paysan boulanger depuis 2006. Le passage en bio s'est fait suite à une prise de conscience : la pollution des nappes phréatiques, de l'air et du paysan, et puis aussi cette course folle qui consiste à mettre toujours plus d'engrais, de pesticides pour espérer produire plus. Tout cela je ne voulais plus le cautionner, ni soutenir les multinationales qui gèrent à la fois les semences, les produits phytosanitaires et la pharmacie pour soigner les paysans malades.

Parallèlement à cette démarche de conversion bio, je commençais un cheminement qui m'a conduit au diaconat. De même que je suis au service de l'Église, je suis aussi au

service de la terre que je veux respecter.

J'essaie de lui redonner vie après l'avoir considérée comme un support inerte sur lequel sont apportés tous les éléments pour la nourrir. Pour moi, être en bio est un état d'esprit qui cherche à promouvoir une agriculture de qualité, respectueuse de l'environnement et des hommes, qui permettra aux générations futures de continuer à vivre de leur métier.

Je vois trop de fermes qui disparaissent suite au départ à la retraite du paysan et qui vont grossir les exploitations de certains voisins qui veulent toujours plus de surface. L'agriculture bio rejoint ceux qui parlent d'agriculture durable ou d'agriculture paysanne. Une chanson que nos enfants chantaient au MRJC (mouvement rural de la jeunesse chrétienne) l'exprime bien : « trois petites fermes valent mieux qu'une grande ».

Être paysan boulanger, c'est aussi la volonté de maintenir des fermes à taille humaine et de lutter contre la désertification de nos campagnes. C'est aussi permettre par la transfor-

mation des céréales, la création d'un emploi salarié ou l'installation de jeunes. Dans quelques semaines, je vais m'associer à Lauranne, 28 ans, qui est salariée sur la ferme depuis 3 ans et qui est boulangère.

Mon travail consiste à mettre en œuvre des cultures, dont des céréales qui seront moulues avec un moulin à meule de pierre. Une partie est vendue en farine, l'autre transformée en pain. C'est un métier passionnant qui demande plusieurs savoir-faire, c'est ce qui en fait le charme.

Je cultive un mélange de blés anciens qui ne sont plus commercialisés. Ils ont été abandonnés par l'agriculture intensive parce que peu productifs. Ils sont très hauts sur pied et produisent donc beaucoup de paille, ce qui auparavant intéressait les éleveurs. Aujourd'hui, les grandes surfaces à récolter font que les céréaliers veulent moissonner rapidement, donc préfèrent des variétés moins hautes car la paille réduit la vitesse de récolte.

Un champ de blés anciens est joli à voir avec

sa diversité de hauteurs de plants, de tailles d'épis différents, de couleurs variées, ce n'est pas le standard de la taille unique. La biodiversité s'exprime pleinement. Ils ont aussi un autre atout, c'est qu'ils contiennent des glutens qui sont plus digestes que ceux des blés modernes.

Aujourd'hui les blés sont sélectionnés sur différents critères, dont le taux de protéines qui est lié aussi à l'apport d'engrais azotés. La boulangerie industrielle a besoin de variétés avec un bon taux de protéines pour que les pains soient bien levés, alvéolés, ce qui entraîne une modification des glutens qui peuvent provoquer des troubles ou des maladies chez certaines personnes. Je constate que de plus en plus de personnes nous demandent des pains sans gluten.

Les pains faits avec ces blés ont la particularité d'avoir des arômes, des saveurs, des couleurs de pâte bien spécifiques, ils sont tous au levain et cuits dans un four à bois. Ils se conservent entre cinq et sept jours ; il n'y a plus de pain jeté. Nous souhaitons que le

consommateur redécouvre le pain au levain avec ses qualités nutritionnelles et digestives, un pain qui a du goût, qui est un aliment sain.

La vente des pains se fait de plusieurs manières, en Amap (association pour le maintien de l'agriculture paysanne), dans des magasins bio, sur un marché, à domicile et dans une petite épicerie. Une Amap naît en général de la rencontre entre un groupe de consommateurs et un producteur, la plupart du temps un maraîcher qui fournit chaque semaine un panier. Il y a un contrat pour une saison. Le producteur sait à l'avance ce qu'il doit produire, ce qui lui évite d'avoir des invendus. Les paniers sont payés d'avance, ce qui lui assure de la trésorerie. D'autres produits se rajoutent au panier : pain, œufs, viandes, fruits...

Notre objectif est de privilégier les circuits courts, d'être en lien avec le consommateur avec qui nous pouvons échanger sur nos façons de travailler la terre, de fabriquer le pain. Beaucoup n'imaginent pas toutes les

tâches successives qu'il faut faire avant que le pain arrive sur le lieu de vente. Il est important pour nous d'avoir leur avis sur nos produits. Nous aimons bien recevoir les clients pour leur faire voir notre outil de travail, que ce soient les cultures ou le fournil. Ainsi, ils peuvent mieux comprendre notre métier.

Nous accueillons aussi des classes et des groupes d'adultes en formation. Nous aimons faire partager notre passion pour ce métier, informer et sensibiliser les personnes à la culture Bio. Il y a trop de confusions entre agriculture bio et agriculture raisonnée qui est une manière de produire avec l'utilisation de pesticides. Nous devons prouver et témoigner qu'une autre forme d'agriculture est possible, sans OGM (organismes génétiquement modifiés), prônant la biodiversité, respectueuse de l'environnement et des hommes, et dont l'objectif n'est pas de gagner le maximum d'argent en intensifiant ou en s'agrandissant, mais de vivre de son métier.

Dans la Bible, le Royaume des Cieux est semblable à du levain (Mt 13, 33). Pour changer

notre agriculture, notre société, nous devons nous aussi être levain dans la pâte humaine. La fermentation peut être longue, mais elle finira bien par lever et porter du fruit.



Être engagée politiquement pour l'écologie

Mathilde Mage



Mathilde Mage est en équipe Mission de France à la Roche-sur-Yon. Membre du parti politique d'Europe-Écologie-Les Verts, elle a été conseillère municipale de 2008 à 2014.

Elle pilote le réseau Élus-Citoyens de la Mission de France.

Le développement durable est un concept élaboré à l'échelle des instances planétaires pour que chacun puisse agir de manière responsable à son niveau : les États, les communes, les entreprises, les citoyens dans leur quotidien...

La France fait actuellement face à une crise de civilisation, mêlant urgences environnementales et sociales. Le modèle de développement sur lequel nous avons cru pouvoir fonder notre prospérité est aujourd'hui dépassé : raréfaction des énergies fossiles, réchauffement climatique, dégradation de la biodiversité, accumulation de rejets polluants, mais aussi simultanément problèmes de santé liés à notre mode de vie, enracinement du

chômage, développement des précarités, hausse des inégalités, persistance de la pauvreté au sein même des sociétés d'abondance.

La transformation ne se décrète pas, elle ne pourra se faire qu'avec des personnes devenues actrices. Cela s'explique à la fois pour des raisons élémentaires de démocratie, mais aussi parce que la complexité et l'étendue des difficultés imposent l'implication de tous. Un véritable changement culturel doit s'appliquer pour avoir une autre vision de la richesse. C'est là une différence majeure entre la vision portée par les écologistes et d'autres partis. Le mieux-vivre-ensemble et le lien social y sont favorisés plutôt que l'aliénation et la dépendance de la seule consommation.

L'éthique, partout où elle peut s'appliquer, est également une condition du changement. Ainsi, les élus d'Europe Ecologie les Verts (EELV) ont-ils porté par délibération au sein des exécutifs, des exigences de transparence dans les relations avec les établisse-

ments bancaires, dans une stratégie coordonnée de lutte contre les paradis fiscaux. Le travail de Pascal Canfin, ministre écologiste délégué au développement, est un premier pas. La France souhaite que la suite à donner aux objectifs du millénaire pour le développement soit liée à la déclinaison des objectifs du développement durable. Tout est lié et si le changement climatique n'est pas pris à bras le corps par la communauté internationale, c'est la sécurité alimentaire et la mortalité infantile qui seront gravement menacées.

Il est très important d'avoir tout cela en tête quand il s'agit de se mobiliser à un échelon plus local. Très souvent les mairies mettent en œuvre un *agenda 21*, c'est à dire qu'elles formalisent un ensemble d'actions conciliant efficacité économique, équité sociale et protection de l'environnement. Cet agenda 21 se construit le plus souvent en y associant des habitants, des entreprises, des associations et les services municipaux pour coller au plus près de la réalité. La volonté

politique doit être forte et doit se décliner avec des moyens financiers pour commencer ce que nous appelons à EELV la transformation écologique.

Une mairie peut actionner un certain nombre de leviers pour faire avancer cette mutation. À La Roche-sur-Yon, depuis de nombreuses années, un travail de sensibilisation est fait pour préserver la biodiversité dans la commune. Cela passe par une gestion différenciée des espaces, en tendant vers le zéro phytosanitaire pour traiter les herbes folles. Des moutons ont été remis dans certains pâturages, près d'un lieu de randonnée urbaine, des machines spéciales ont été achetées pour faucher à certaines hauteurs, laissant un passage pour la promenade et laissant l'herbe plus haute aux abords de la rivière ; des poules d'eau sont ainsi revenues nicher. La maîtrise de l'urbanisation est aussi un enjeu très important ; il faut densifier les centres villes et préserver les terres agricoles à proximité immédiate de la ville. Le PLU,

Plan Local d'Urbanisme, peut imposer des contraintes qui vont dans ce sens. Cela permet un approvisionnement alimentaire local. De plus en plus de mairies comme celle de La Roche-sur-Yon misent sur une restauration municipale de qualité avec des aliments biologiques servis quotidiennement. Ce n'est pas si facile pour certains produits si on veut être cohérent et respecter ce qu'on appelle les circuits courts, c'est à dire un approvisionnement qui n'a pas nécessité un grand parcours kilométrique. La santé est un élément important qui touche facilement un large public et si l'on veut vraiment avancer aussi dans ce domaine, il faut informer, former les responsables des centres de restauration, mais aussi un maximum d'habitants. C'est pourquoi, dans le parti auquel j'appartiens, l'enjeu de l'éducation est essentiel. Il convient de renforcer les actions d'éducation à la santé et à l'environnement à destination de toutes les générations et de tous les milieux sociaux pour que la transformation écologique devienne un plaisir au quotidien.

La gestion citoyenne de l'eau tient à cœur aux écologistes car il en va de l'avenir de tous. Chacun doit comprendre, débattre des enjeux de la qualité de l'eau, de son assainissement, de la tarification et des investissements.

La compétence transport appartient à l'agglomération de la ville de La Roche-sur-Yon. Les élus écologistes de la ville font le maximum pour sortir du « tout voiture », mettre de la diversité dans les déplacements et inventer au final une ville plus agréable à vivre.

De même, la compétence de l'agglomération, en termes d'économie, doit être soutenue. Là où j'habite, 24% de l'économie est de l'économie sociale et solidaire. Cela s'explique par de nombreuses associations, coopératives qui emploient presque huit mille habitants dans l'agglomération. Ces emplois non délocalisables sont à favoriser et c'est ce à quoi s'emploie une agglomération soucieuse

de développement durable. Des outils, comme la coopérative d'activités et d'emploi, favorisent une nouvelle forme d'entrepreneuriat collectif, ce qui permet de tester des projets innovants et de créer de nouveaux métiers dans des secteurs émergents.

Fin 2015 aura lieu la COP21, la 21^{ème} Conférence de l'ONU sur le changement climatique. Six ans après la conférence de Copenhague, la COP21 doit aboutir à l'engagement des chefs d'État et à l'adoption d'un nouvel accord international de lutte contre le changement climatique pour l'après 2020. L'horizon 2020 est signalé par la communauté scientifique internationale comme une période où nos émissions de gaz à effet de serre doivent avoir commencé à baisser de manière significative si nous voulons éviter le pire.

Pourrons-nous dire : nous nous sommes engagés quand il était encore temps ?

Quand l'écologie interpelle la foi chrétienne *

Dominique Lang



Dominique Lang, assomptionniste, est journaliste au Pèlerin et animateur du blog «Églises et écologies», <http://ecologyandchurches.wordpress.com>

Chaque premier septembre, le patriarche orthodoxe Bartholomeos I^{er} publie une lettre encyclique à l'occasion du nouvel an du calendrier liturgique byzantin et de la journée de prière consacrée à la Création. Cette année, son texte évoque les prudences que les chrétiens devraient avoir à l'égard des Organismes génétiquement modifiés (OGM) et autres manipulations génétiques sur le vivant. « Nous parlons ici des interventions dans les gènes des créatures vivantes et la création de mutations dont les développements sont incontrôlables, comme le furent les découvertes liées aux puissances atomiques

*. Une version longue de cet article a été publiée dans le numéro de juillet-septembre 2013 de la revue Képhas.

et nucléaires, et dont la mauvaise utilisation pourrait éliminer toute trace de vie et de civilisation sur la planète¹. » Cette ambiguïté intrinsèque des OGM, - un des grands combats de la militance écologiste actuelle -, l'Église catholique l'avait aussi déjà relevée². Le pape Benoît XVI, dans son encyclique de 2009³, rappelait que si une vision trop panthéiste⁴ de la nature pouvait constituer un obstacle pour un développement humain véritable, il soulignait aussi que le « milieu naturel n'est pas seulement un matériau dont nous pouvons disposer à notre guise »⁵. En ce sens, les OGM jouent bien le rôle d'un révélateur, comme bien d'autres problématiques environnementales actuelles, des interactions profondes qui relient la nature de l'environnement et la nature de l'humain. Si le pape allemand rappelle que sans respect d'une certaine « écologie de l'homme »,

rien de durable ne se fera aussi du côté de « l'écologie environnementale », c'est pour souligner l'interdépendance des questions anthropologiques, sociales, économiques et environnementales.

Mais ces questions interpellent désormais même notre cohérence pastorale. L'actuel pape l'a rappelé par exemple au cours de son voyage au Brésil. Le 27 juillet, rencontrant l'épiscopat brésilien, il proposait à l'Église de ce pays de relever plusieurs défis dont celui, assez singulier, du devenir du bassin amazonien : « L'Amazonie est un test décisif, un banc d'épreuve pour l'Église et la société brésiliennes ». Le document d'Aparecida auquel le pape fit référence appelait déjà au « respect et à la protection de toute la Création que Dieu a confiée à l'homme, non pas pour qu'il l'exploite sauvagement, mais pour qu'il la fasse devenir un jardin. »

1 . Patriarche BARTHOLOMÉE I^{er}, Message pour la nouvelle année, 1^{er} septembre 2013.

2 . Même si un lobbying actif des industriels pro-OGM, notamment américains, auprès de l'Académie pontificale des Sciences, a depuis lors habilement brouillé les pistes.

3 . Cette encyclique introduit de manière décisive les défis écologiques dans la doctrine sociale de l'Église.

4 . Une telle approche divinise en quelque sorte la nature là où l'approche chrétienne, plus panthéiste (cf. le théologien protestant allemand Jürgen Moltmann), reconnaît en toute créature l'œuvre de l'Esprit Saint.

5 . BENOÎT XVI, *Caritas in Veritate*, Documentation Catholique, n° 2429, 2009 (n° 48).

Mais de quoi parle vraiment l'écologie ?

Derrière les enjeux environnementaux contemporains, c'est un vaste champ de réflexions et d'actions qui s'ouvre, d'autant plus insaisissable encore que « l'écologie » continue d'intriguer en France. Car ce qui était au départ une nouvelle discipline scientifique au XIX^e siècle, revendiquant une approche plus globale des phénomènes du vivant compris comme des « écosystèmes » (un autre néologisme de l'époque), est devenu au fil des décennies un terme repris à outrance par les milieux de la militance sociétale et désormais de la sphère politique et économique. Mais si « écologie » est polysémique, le mot « nature » l'est encore plus, au point parfois de semer la confusion. Les positions très conservatrices de nombreux militants politiques écologistes français quant à la protection de l'environnement « naturel », et très libérales voire libertaires quant à la « nature humaine » l'ont montré. On pourrait cependant en dire

autant de certaines positions de chrétiens engagés, très conservateurs sur les questions de bioéthique humaine et très libéraux quant aux autres réalités sociales, économiques ou environnementales. C'est en écho à ce paradoxe qu'un appel récent a été lancé pour faire émerger dans le champ sociétal français le visage d'une écologie plus cohérente, une écologie plus « humaine »⁶. Benoît XVI en avait déjà posé les fondements :

« Réduire complètement la nature à un ensemble de données de fait finit par être source de violence dans les rapports avec l'environnement et finalement par motiver des actions irrespectueuses envers la nature même de l'homme. Étant constituée non seulement de matière mais aussi d'esprit et, en tant que telle, étant riche de significations et de buts transcendants à atteindre, celle-ci revêt un caractère normatif pour la culture. L'homme interprète et façonne le milieu naturel par la culture qui, à son tour, est orienté par la liberté responsable, soucieuse des principes de la loi morale⁷. »

6. Dans les colonnes du journal La Croix du 21 mars 2013.

7. Caritas in Veritate, n° 48.

Limites d'une écologie « trop » humaine

Les papes de la seconde moitié du XX^e siècle ont rappelé à de nombreuses reprises que la clé de compréhension principale des dégradations environnementales était d'abord d'y voir le fruit d'une redoutable « crise morale » contemporaine. Mais il y a un risque récurrent de refermer un peu rapidement la question écologique sur sa seule dimension anthropique qui fait de l'humain le but et la clé ultime de toute chose. Pierre-Yves Gomez, un des cofondateurs du mouvement pour une « écologie humaine » en France, l'exprime à sa manière : « L'écologie ne nous intéresse que dans la mesure où elle permet de définir un milieu durablement favorable au développement de l'être humain. Sans l'homme, la nature est muette⁸. »

Cette réduction anthropique de l'écologie humaine en dit long de la difficulté de bon

nombre de penseurs à intégrer vraiment la place singulière, comme espace d'altérité, du monde naturel. C'est notamment faire peu de cas de tout ce que la science écologique a mis au jour depuis un siècle en terme d'écosystèmes dans lesquels l'homme, sur un plan biologique, s'inscrit comme un acteur important, mais au milieu d'autres. La nature est-elle vraiment muette ou sommes-nous simplement bien peu à l'écoute de ce « livre de la nature », de la richesse de ses liens et de ses équilibres dont « l'économie, le social, la politique, l'art » et bien d'autres domaines spécifiquement humains sont pourtant profondément imprégnés⁹ ? Cette vision utilitariste ne porte pas en soi de quoi ouvrir de nouveaux chemins de réflexions et de rencontres, d'autant que cette réduction anthropocentrique est celle-là même que décrient depuis longtemps des écologistes de tout bord. Cette insensibilité au monde

8. GOMEZ, Pierre-Yves, *La liberté nous écoute. Pour une écologie humaine*, Éd. Quasar, 2013, p. 60-61.

9. C'est, en d'autres termes, ce que reprochent aussi Étienne Borocco et François Mandil aux partisans de cette « écologie humaine »-là, dans un billet d'humeur publié par le magazine *La Vie* le 16 avril 2013.

naturel qui en résulte dans de nombreux milieux chrétiens produit un contre-témoignage stérile. Car à force de vouloir défendre d'abord et quasi exclusivement la dignité humaine, ne risque-t-on pas de renoncer à l'étonnante portée sotériologique de l'Incarnation du Christ en qui toutes choses sont récapitulées, comme le pressent bien saint Paul dans ses écrits ?

Une nouvelle proximité au sein de la Création

C'est en honorant chacun à sa manière la proximité de Création induite par le Créateur entre les créatures que les humains honoreront leur manière humaine d'« habiter » leur monde. Jean Bastaire¹⁰, un des précurseurs français avec son épouse Hélène, d'une écologie profondément enracinée dans l'héritage évangélique, le disait de longue date : « *Dans le déploiement de la Création, il y a des prochains plus ou moins proches. Mais à tra-*

vers d'innombrables degrés, toutes les créatures vivent dans une fondamentale proximité. (...) L'exigence de charité s'applique à toutes les créatures. La mission particulière de l'homme est de manifester en toutes ses volontés qu'elles soient selon les desseins du Créateur. Dieu les lui a confiées pour les garder et les cultiver, assurer le mieux possible leur sauvegarde et leur épanouissement. Tâche ardue et onéreuse dans le monde de violence qu'a suscité le péché. La charité envers les autres créatures ne réclame pas moins d'effort que celle entre les hommes. C'est le même parti pris engagé pour les autres contre soi, non afin de s'autodétruire, mais de se construire en construisant autrui¹¹. »

À l'anthropocentrisme traditionnel des philosophies et des théologies classiques, Jean Bastaire répond selon une autre veine théologique bien plus riche encore qui est celle d'une vision christocentrée de l'existence. Une vision qui invite l'humanité et la Création tout entière à se tourner intérieure-

10. Cet article rend aussi hommage à cet homme qui est passé au Père le 24 août 2013.

11. BASTAIRE, Jean et Hélène, *Insurrection pascale*, Éd. Salvator, 2012, p. 119.

ment vers le Christ, commencement et fin de toutes choses. Une vision qui rouvre la possibilité d'une habitation non pas utilitariste du monde, mais selon un projet de communion à l'image de l'acte créateur de Dieu.

Le développement humain, une affaire d'intégralité

Centrée sur la figure du Christ sauveur, la manière chrétienne d'aborder les défis écologiques ne pourra donc plus se contenter d'oppositions simplistes ou de positions manichéennes. Les visions malthusiennes et antinatalistes de certains écologistes politiques ou les excès de certains tenants les plus radicaux de la *Deep Ecology*¹² ne doivent donc plus empêcher la rencontre avec les hommes et les femmes de bonne volonté de tout bord, engagés dans les combats pour le respect de la vie, incluant son expression environnementale. Il en va de notre capacité

de continuer à défendre une certaine idée du monde « habité » par l'Esprit, dans lequel « ça naît » de toute part, comme le révèle le mot « nature » lui-même !

Il faut rappeler que l'enseignement de l'Église est venu à ce souci écologique il y a quelques décennies par différents biais, dont celui du développement social et économique des peuples. L'encyclique *Caritas in Veritate*¹³ de 2009 en rappelle les grandes étapes et en rassemble aussi les intuitions primordiales. Benoît XVI y note qu'il ne peut pas y avoir d'évolutions sociales sans garder un cap intérieur pour traverser la tempête des grandes mutations contemporaines. C'est dans ce monde complexe que doit être ainsi tracé le chemin d'un « développement humain intégral ». L'expression récurrente dans l'encyclique fait directement écho aux prétentions profondes d'une « écologie humaine » catholique. Un développement intègre et intégral, pourrait-on traduire.

12. « L'écologie profonde » rassemble tout un ensemble de réflexions qui ne peuvent pas se réduire à un simple anti-humanisme.

13. BENOÎT XVI, op. cit. Le texte a pour intitulé Lettre encyclique *Caritas in veritate* (...) sur le développement humain intégral dans la charité et dans la vérité.

Un tel développement exprime à sa manière une approche holistique, globale, des problèmes qui fait écho à la démarche même de l'écologie scientifique. Pour Benoît XVI en tout cas, l'encyclique prophétique *Populorum progressio* de Paul VI ne peut se comprendre qu'à la lumière de deux textes ultérieurs, l'un sur des questions de bioéthique humaine, *Humanae vitae* (1967) et l'autre sur les enjeux de l'annonce missionnaire de l'Évangile, *Evangelii nuntiandi* (1975). Le champ éthique chrétien ne peut donc plus se réduire aux seules questions, pourtant essentielles, de morale familiale ou médicale. Les éthiques sociale et politique doivent elles aussi être travaillées à plein et ensemble pour rester dans une cohérence chrétienne qui ose offrir un cap compréhensible et éclairant dans ce monde bouleversé. De la même manière que Paul VI s'interrogeait sur les modalités de la décolonisation en cours en son temps, il nous faudra bien interroger le sens de notre modèle économique dominant

actuel dont le monopole manifeste par bien des aspects ses terribles dérives idolâtriques. La crise financière de 2008 devrait jouer en ce sens le rôle d'une alerte rouge pour nos communautés. À quoi une manière humaine d'habiter le monde (écologie) doit pouvoir répondre en réinventant les lieux d'une économie de la confiance, de la gratuité, du respect des partenaires. À qui sait y prendre garde, n'est-il pas étonnant de constater que de telles initiatives souvent locales et à taille d'une communauté humaine se développent un peu partout ¹⁴ ?

Une habitation humaine et ouverte du monde

Il peut être tentant pour les Églises de récupérer aujourd'hui à peu de frais les intuitions et les combats écologiques travaillés par d'autres pendant des décennies, en prétendant les purifier au nom de la foi chrétienne. Mais il est aussi possible d'assumer

14. Les exemples d'initiatives nouvelles ne manquent pas : du commerce équitable aux AMAP, en passant par de nombreuses initiatives dans le champ du commerce, de l'échange des pratiques et des savoirs, des pratiques collaboratives et coopératives.

une posture plus modeste à l'écoute des hommes et des femmes de bonne volonté de tous bords et qui sont signes pour nous du travail au loin de l'Esprit Saint dans ce monde. C'est ainsi reconnaître que les disciples du Christ, envoyés annoncer le Royaume, doivent d'abord apprendre à l'accueillir dans les « maisons » où la paix est honorée.

Si la perspective catholique est persuadée à juste titre que le respect de la dignité humaine est source de bienfait et de cohérence, par répercussion directe sur l'environnement naturel, elle est aujourd'hui invitée à entendre aussi les discours de ceux qui arrivent à une telle conclusion par une logique inverse : l'ouverture du cœur aux merveilles et à la fragilité de la Création (et aux défigurations que notre monde contemporain lui inflige) et les combats pour défendre les grands et pe-

tits équilibres de l'environnement que Dieu nous confie, rejaillissent aussi forcément sur la manière dont l'être humain doit être traité et considéré, dans sa grâce propre. D'autant plus si les tenants de ces deux approches ont la bienveillance de se rencontrer, de s'écouter et de stimuler leurs engagements mutuels. Il suffit de voir comment dans bon nombre de réseaux chrétiens de la solidarité (Secours catholique, Emmaüs, etc.), des individus font émerger les intuitions écologiques et élargissent ainsi considérablement la pertinence de leur lutte contre les causes de la précarité sociale et environnementale. Nos soucis respectifs de protection de la vie humaine ou de la vie de l'environnement partagent une même sensibilité au grand mystère de la Vie. Il est temps que nous puissions nous réjouir ensemble des fruits qu'une telle contemplation commune peut désormais nous offrir.

Quand l'impossible est certain

Alain Le Négrate



L'humanité court à la catastrophe. Mais nous refusons de croire ce que nous savons. Nous n'arrivons pas à croire à la catastrophe parce que nous jouissons d'un confort auquel cette croyance nous obligerait à renoncer. Ensuite, face aux menaces écologiques et technologiques, nous n'arrivons pas à avoir peur. L'avenir est trop abstrait pour nous.

Jean-Pierre Dupuy a écrit "Pour un catastrophisme éclairé" en 2002. « Quand l'impossible est certain », le sous-titre de l'ouvrage, est un oxymore. Dupuy reprend la pensée de Hans Jonas qui a proposé une éthique de la responsabilité devant les générations à venir, en y ajoutant sa trouvaille résumée par une formule simple : savoir n'est pas croire.

« Ceux qui espèrent que le XXI^{ème} siècle échappera aux horreurs qu'a produites le XX^{ème} ont sans doute oublié que l'acte inaugural, daté du 11 septembre 2001, en fut un événement d'une brutalité inconcevable. Ils croient sans doute que la science et la technique nous sortiront d'affaire comme elles l'ont toujours fait dans le passé ¹. »

Qui est l'auteur ? Son ami Raphaël Larrère, chercheur à l'INRA, le présente ainsi : « Polytechnicien désenchanté par le monde qui sépare ses croyances

1. Interview de J.-P. Dupuy dans Esprit, février 2007.

positivistes et l'absurde réalité des tâches administratives qui l'attendaient, il cherche une issue dans la formalisation économétrique. Mais, déçu par le formalisme de l'économie mathématique, le voici, selon son expression "polytechnicien défroqué". Crise sceptique, ou relativiste, grâce à laquelle il devient un "intellectuel". Mais, dans la confusion des idéologies alternatives qui l'attirent, il rencontre Ivan Illich et la contre-productivité de la société industrielle². » Pour Illich, les institutions de notre société produisent le contraire de ce que nous attendons d'elles et de ce pourquoi elles ont été mises en place. La médecine rend malade, l'école rend idiot, les transports immobilisent et la communication ne produit que mutisme et surdité, etc. Pour Dupuy il n'y a pas de crise énergétique, mais plutôt surabondance de ressources fossiles.

Les solutions aux problèmes posés à l'humanité par la catastrophe annoncée sont nécessairement politiques. Mais on ne changera pas la politique sans transformer l'éthique, et d'abord la métaphysique, dit-il. Le catastrophisme éclairé n'est pas un programme mais il produit un bouleversement de notre rapport au temps, à la nature, à l'univers et aux autres. « Ce n'est pas l'avenir qui a besoin de nous, mais nous qui avons besoin de lui. Sinon, le sens même de l'aventure humaine, passée et présente, sera perdu³. »

Voici un extrait de Jean-Pierre Dupuy, *Pour un catastrophisme éclairé*, Le Seuil, 2002, chapitre 8, pp. 129-145 :

Il m'a fallu du temps, lire et relire les milliers de pages sur le sujet, pour soudainement voir ce qui n'était nullement caché, mais bien là, visible à l'œil nu, telle la lettre volée du conte de Poe, fixée bien en évidence sur le manteau de la cheminée. L'incertitude n'a rien à voir à l'affaire. Le manque de savoir n'est

2. Préface à J.-P. Dupuy, Les savants croient-ils en leurs théories ?, Éd. INRA, 2000, 134 p.

3. Interview de J.-P. Dupuy dans La Vie, 2 juillet 2009.

pas ce qui est en question. [...]

Ce n'est pas du « quasi certain » ou du « très probable » que l'on veut parler au sujet des menaces nouvelles, mais bien de leur caractère inéluctable. De là la référence systématique au destin et à la fatalité. La catastrophe est inscrite dans l'avenir, mais avec une probabilité faible. Je montrerai que cette configuration inédite, loin de constituer une vision pessimiste de notre situation, représente peut-être notre unique possibilité de salut. C'est parce que nous nous fixons sur cet événement inéluctable qui, peut-être, ne se réalisera pas, que nous trouverons, peut-être, les moyens de faire qu'en effet l'inéluctable ne se produise pas.

Mais je n'ai encore rien dit de la nature de l'obstacle majeur qui se dresse ici. Admettons que nous soyons certains, ou presque, que la catastrophe est devant nous, comme le lapsus des théoriciens de la précaution le donne à penser. Le problème est que nous ne le croyons pas. Nous ne croyons pas ce que nous savons. Le défi qui est lancé à la prudence n'est pas le manque de connaissance sur l'inscription de la catastrophe dans l'avenir, mais le fait que cette inscription n'est pas crédible.

Depuis le *Théétète* et le *Ménon* de Platon, la philosophie définit la connaissance comme une croyance vraie justifiée. Savoir, c'est croire quelque chose de vrai, et le croire pour de bonnes raisons. Si l'on sait p, donc, nécessairement l'on croit que p est vrai. Cette analyse de la connaissance a été au vingtième siècle sévèrement mise en question par la philosophie analytique qui a exhibé toute une série de contre-exemples. Ce n'est pas le lieu ici d'entrer dans ce débat. La temporalité des catastrophes, en tout cas, réfute l'implication que savoir, c'est croire. Toute une série d'arguments s'inscrivent en faux contre l'analyse classique de la connaissance. Nous tenons la catastrophe pour impossible dans

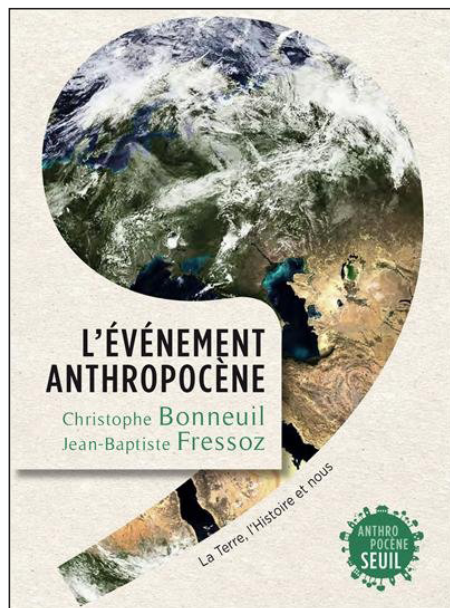
le même temps où les données dont nous disposons nous la font tenir pour vraisemblable et même certaine ou quasi certaine. [...] La situation présente nous montre que l'annonce des catastrophes ne produit aucun changement sensible, ni dans nos manières de faire, ni dans nos manières de penser. [...] Non seulement la peur de la catastrophe à venir n'a aucun effet dissuasif ; non seulement la logique économique continue de progresser comme un rouleau compresseur ; mais aucun apprentissage n'a lieu. La catastrophe n'est pas crédible, tel est l'obstacle majeur. La peur de la catastrophe n'a aucune force dissuasive. [...]

Tout nous porte à penser que nous ne pouvons étendre indéfiniment, ni dans le temps ni dans l'espace, le mode de développement qui est actuellement le nôtre. Mais remettre en cause ce que nous avons appris à assimiler au progrès aurait des répercussions si phénoménales que nous ne croyons pas ce que nous savons pourtant être le cas. Il n'y a pas d'incertitude, ici, ou si peu. Elle est tout au plus l'alibi. L'incertitude n'est pas l'obstacle, non, décidément, elle ne l'est pas.

Comme la tragédie du 11 septembre 2001 l'aura montré de façon saisissante, c'est non seulement le savoir qui est impuissant à fonder la crédibilité, mais c'est aussi la capacité de se représenter le mal, ainsi que la mobilisation de tous les affects appropriés. Cependant, je le répète, au-delà de la psychologie, le problème engage toute une métaphysique de la temporalité, ainsi que Bergson l'a magnifiquement compris à propos de la création. Notre temps impose de transposer au cas de la destruction la leçon qu'il nous a donnée. Avec les hommes, l'évolution créatrice s'est doublée de sa part maudite, *l'évolution destructrice*.

L'événement anthropocène

Par Nicolas Renard



BONNEUIL Christophe et FRESSOZ Jean Baptiste, *L'événement Anthropocène. La Terre, l'histoire et nous*, Le Seuil, 2013, 320 p.

Accumulation de gaz dans l'atmosphère, effondrement de la biodiversité, érosion des sols, pollinisation menacée : le constat est désormais admis par tous. La nature connaît depuis deux siècles des transformations sans égales qui résultent directement de l'intervention humaine. Le réchauffement du climat peut être lié à des cycles naturels de longue durée, mais son accélération actuelle est bien le fait de l'homme.

L'ouvrage de Christophe Bonneuil et de Jean Baptiste Fressoz, *L'événement Anthropocène* reprend ce constat et il attire notre attention après beaucoup d'autres sur la gravité de la situation, bien au-delà de ce qui serait une crise environnementale passagère. Pour les auteurs, nous sommes depuis les débuts de la machine à vapeur dans une nouvelle étape de l'histoire de l'univers. Après l'époque géologique holocène, nous sommes entrés dans l'époque anthropocène où l'homme rivalise avec les grandes forces de la nature. Nous avons désormais

le pouvoir de produire des transformations qui modifient en profondeur les systèmes qui permettent le développement de la vie à la surface de notre planète.

Là où cet ouvrage devient plus original, c'est dans la suite de son propos : les auteurs sont historiens et ils cherchent à mettre en évidence quels ont été les véritables responsables de cet état de choses.

C'est ainsi qu'ils dénoncent vigoureusement un discours qui attribuerait les dégradations actuelles de l'environnement à des causes très générales comme le développement de la technologie ou la croissance démographique, masquant ainsi ceux qui en ont véritablement porté la responsabilité lors des trois siècles précédents. Pour eux, ce sont des groupes ou des institutions concrètes qui, à un moment donné, ont imposé des choix énergétiques ou technologiques à l'origine des pollutions les plus graves.

Il ne suffit pas en effet de dire que c'est la

société moderne qui est responsable de ce qui arrive aujourd'hui : ce sont ceux qui, au XIX^e siècle, ont imposé la vapeur dans le transport maritime alors que la voile continuait à faire la preuve de son efficacité ou ceux qui au début du XX^e siècle, alors que les transports en commun permettaient de résoudre les besoins nouveaux de mobilité, ont réussi à imposer la voiture individuelle avec la mise en place des premières chaînes de construction. Dans un autre domaine, ce sont les industriels qui ont poussé au développement de l'agriculture intensive ou les gouvernements qui ont fait le choix de développer la maison individuelle aux dépens de l'habitat collectif.

Dans cette même ligne, les auteurs soulignent la responsabilité des conflits armés dans la dégradation de l'environnement : armes chimiques, défoliants et autres engins de guerre ont abouti depuis le début du XX^e siècle à la dévastation de régions entières. Par ailleurs, la nécessité pour les pays en guerre de développer des industries de substitution aux

importations les a souvent amenés à mettre en place des techniques particulièrement consommatrices d'énergie.

Il est donc trop facile d'imputer à la modernité ou à la croissance démographique les atteintes portées à l'environnement. Les responsables ont un nom et ils sont identifiables. Le libéralisme a favorisé le développement de groupes qui n'ont visé que leur intérêt capitalistique sans tenir compte d'aucune façon des répercussions que cela pouvait avoir sur l'environnement. Nos sociétés auraient pu faire d'autres choix de développement plus responsables.

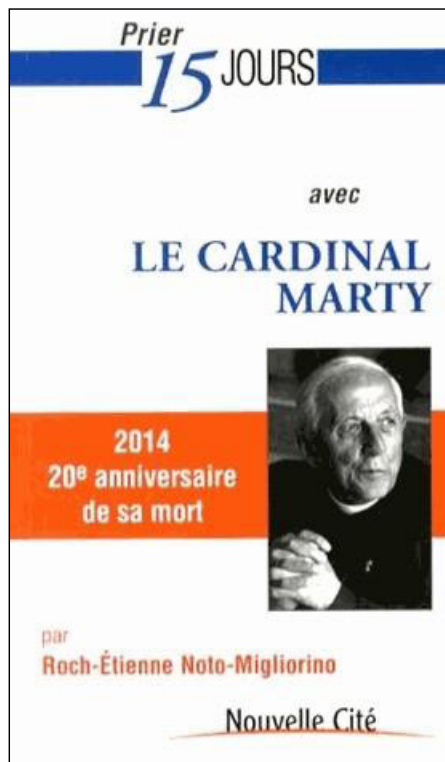
Les auteurs se sont aussi attachés à étudier l'histoire de la prise de conscience écologique. Contre ceux qui font remonter cette prise de conscience à une époque très récente et à la mise en évidence du réchauffement climatique, ils montrent que des mouvements attentifs à l'environnement ont été présents depuis les débuts de la machine à vapeur. Ces mouvements ont été marginaux et ils ont été

vigoureusement combattus par les pouvoirs en place, avocats efficaces des principaux groupes ou institutions responsables d'une croissance des diverses pollutions.

Cette analyse historique est essentielle. Si nous voulons essayer de réagir contre les dégradations de l'environnement, il est vain et illusoire de s'en prendre à « la technologie » ou à « la démographie ». Nous devons reprendre la main pour lutter contre les véritables responsables, les appareils militaires, les intérêts financiers de la mondialisation, le désir consumériste et ses infrastructures. Les auteurs nous appellent à nous mobiliser contre les institutions responsables et les imaginaires aliénants qu'elles mettent en œuvre.

Le discours est politique. Mais la défense de la cité exige aujourd'hui que nous sortions des vœux pieux pour mener les prises de conscience et les combats nécessaires.

Roch-Etienne Noto-Migliorino, diacre de la Mission de France, nous fait découvrir un témoin vigoureux de Dieu dans ce monde et pour ce monde.



Le cardinal Marty (1904-1994) est une figure marquante et attachante de l'Eglise de France de l'après-concile. Nommé archevêque de Paris en plein tumulte de mai 1968, après avoir été évêque de St Flour, coadjuteur de Reims et Prélat de la Mission de France. Il a vivement marqué par sa simplicité et sa profondeur. Sans oublier l'accent rocailleux de son Aveyron natal si atypique dans les hautes sphères parisiennes. Ce «prince paysan» avait une «autorité naturelle qui imposait le silence» se rappelle Mgr Gilson dans son émouvante introduction. La passion du cardinal pour l'homme, la mission et l'Eglise fut permanente : «J'aime l'Eglise parce qu'elle est une «cour des miracles» où se rassemble la misère du monde et se révèle la grandeur de l'homme. Dieu y fait des miracles. Chaque matin, l'Eglise renaît de Dieu».